

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde

libertaire



rien ne sert de voter

il faut penser à point!



Rwanda :
le sale boulot
de la France

Anarcho-
syndicalisme
en débat

De l'utilité
des
élections...

M 02137 - 1354 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« La seule lutte profondément utile à mener, ce n'est pas
contre l'autorité mais contre la soumission. Là seulement,
le pouvoir, quel qu'il soit, est perdant. »

Catherine Baker

hebdo n° 1354

du 8 au 14 avril 2004

FOP 2520

Sommaire

L'odeur de la **rose**, par Sylvie, page 4

L'**autruche** de Ladrissse flirte avec **les brèves** de KumaSan, page 5

Congrès de **l'IFA**, page 7

Grâce à **Internet**, Radio libertaire émet aussi en Patagonie, page 7

La **Sécu** victime du libéralisme, par Martin, page 8

Quand la SNCF **fraude** avec les chiffres, par D^r Martius, page 9

Sang versé en **Afrique**: le point sur la complicité française, par Y. Bonnardel et S. Laforêt, page 11

Cuba, les vautours lorgnent sur l'après-Castro, page 14

En débat: « **CNT**, un syndicat de combat! », par Alain Dervin, page 15

En vrac: André Sulfide a aimé le n° 1 de la revue *Trouble(s)*, page 18

Les Sublimes, un spectacle militant à ne pas manquer, par Jean-Pierre Levaray, page 19

Heike Hurst hypnotisée par le dernier film de **Vincent Gallo**, page 20

Agenda et **Radio libertaire**, page 22

La Toile n° 11 et les peintures de **Marcos Carrasquer**, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro:
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

| Tarifs (hors série inclus) | France * (+ DOM TOM) | Sous pli fermé * France | Étranger ** |
|-------------------------------|--------------------------|----------------------------|--------------------------|
| 3 mois 13 n ^{os} | <input type="radio"/> 20 | <input type="radio"/> 32 | <input type="radio"/> 27 |
| 6 mois 25 n ^{os} | <input type="radio"/> 38 | <input type="radio"/> 61 | <input type="radio"/> 46 |
| 1 an 45 n ^{os} | <input type="radio"/> 61 | <input type="radio"/> 99 | <input type="radio"/> 77 |
| Abonnement de soutien | <input type="radio"/> 76 | | |

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)

** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous

Le Monde libertaire du 8 au 14 avril 2004



MASCARADE ET CHAISES TOURNANTES, les dernières élections nous ont montré un beau numéro de saltimbanques. Chacun des leaders d'opinions a spéculé sur l'interprétation à donner au vote des électeurs. Chacun a la sienne qu'il essaye d'imposer comme étant la réalité.

Derrière cela se trouve la « real politik », celle qui fait que les élus représentent des intérêts différents de ceux de leurs électeurs : les grandes puissances financières imposent leurs intérêts particuliers, antinomiques de ceux qu'ils exploitent et dominent en tant qu'intéressé soi-disant général.

Le remaniement ministériel a vu la plupart des anciens ministres du gouvernement, que les électeurs sont censés avoir sanctionnés, retrouver une place dans l'équipe gouvernementale dirigée par les mêmes individus. À les entendre, les électeurs ne se sont pas retournés vers la gauche pour exprimer leur rejet de voir les acquis sociaux, arrachés à la bourgeoisie par les générations précédentes, partir en miettes. Non plus parce qu'ils refusent que les services au public, indispensables à toute forme de société civilisée, soient vendus aux plus offrants. Ni parce que les revenus du capital sont de plus en plus protégés au détriment des revenus de ceux qu'ils appellent « la France d'en bas ». Non, ce serait parce que les réformes indispensables à la prospérité du système capitaliste n'ont pas été réalisées assez vite. La protection sociale, les retraites, les assurances chômage, les services au public, expressions de la solidarité de tous, peuvent se transformer en pompe à fric entre les mains des spéculateurs et des profiteurs. La cohésion sociale, chère au président qui nous coûte cher n'est qu'une supercherie masquant un ordre social qu'ils veulent rendre immuable. De même que l'Angleterre et les États-Unis ont crapuleusement envahi l'Irak en racontant des fables pour se légitimer, nos gouvernants nous racontent des sornettes plutôt que de nous dire clairement qu'une fois mis en place par les électeurs, ils n'ont plus rien à foutre de ce que ceux-ci peuvent penser de leur action gouvernementale. L'opinion publique n'est qu'une composante médiatique qu'ils savent manipuler, cela est la base de leur profession. Contrairement à d'autres métiers, la politiciaillerie n'a aucun principe d'éthique, on ne trouve pas chez eux cet amour de la vérité qui constitue bien la moitié de toute doctrine morale. La crainte des changements et l'inertie de la pensée qui forment le facteur principal de la conservation des règles sociales établies, est un obstacle que nous devons surmonter pour que vive la révolution.

Que faire de notre fièvre ?

Fred

LE WEEK-END DERNIER, en Slovaquie, s'est tenu un référendum. Le gouvernement slovaque, à tendance ultralibérale, n'a pas pu s'y opposer. Suite à une pétition initiée par les syndicats, les électeurs du pays étaient amenés à se prononcer pour ou contre une dissolution de l'assemblée nationale. J'ai bien dit : pétition, vous avez bien lu : syndicats. Ça se passe comme ça en Slovaquie, c'est la Constitution. En France, les seules élections intermédiaires qu'autorise désormais le quinquennat présidentiel, n'auront débouché sur aucun résultat politique concret. Mot d'ordre : la continuité dans la continuité. Ça se passe comme ça en France, les gens votent pour rien, c'est la Constitution, si, selon la formule consacrée, ce n'est pas la rue qui gouverne, il semblerait que ce ne soit pas les urnes non plus. Se pose alors la question de l'utilité du vote. Se pose-t-elle vraiment ? On sait ce que les anarchistes pensent de la démocratie de représentation (comme on dit au théâtre) et de son corollaire, le vote. Qu'il nous soit néanmoins permis d'apostropher ici tous les braves gens qui, en mai-juin, nous expliquaient que manifester ça ne servait à rien, qu'on était en démocratie, que la seule arme utile c'était le vote. À ceux-là nous pouvons maintenant répondre que si le vote est une arme ce n'est qu'un piteux Manurhin tirant des balles à blanc, mais que nos flingues à nous sont chargés. Chargés de la colère des dominés, des exploités, sans-papiers, sans logement, chômeurs, précaires, intermittents, expulsés, déboutés, recalculés... tous privés du droit à une existence décente.

« Abstention piège à cons », titrait Libération quelques jours avant le premier tour, se faisant ainsi le relais d'une propagande nauséabonde, durant laquelle l'absentéisme fut montré du doigt, accusé de tous les maux, défaite de Jospin, montée de

l'extrême droite, fermeture de la boucherie Sanzot. Faut-il une nouvelle fois rappeler que l'abstention, qui n'est jamais neutre, reste la forme d'expression que privilégie nombre d'électeurs ? Dans le cas d'un scrutin purement consultatif comme celui auquel nous venons d'assister (l'exécutif se contentant de prendre la température de la population), elle s'impose plus encore. Messieurs gardez vos thermomètres, quand j'aurai à nouveau la fièvre je vous le ferai savoir. Dans la rue.

Si la rue ne gouverne pas, si les urnes non plus, dès lors qui gouverne ? Et pour qui ? C'est l'argent qui gouverne, le monde économique s'étant, paraît-il, substitué au monde réel, les gens de la finance et autres « forces vives » de la nation ayant justement décidé de s'en occuper, de la nation. C'est une affaire rentable, il faut croire, la nation. Encore faut-il tenir le peuple, pendant qu'on « réforme le pays ». Pour cette raison il est demandé au petit personnel politique de perpétuer le mime d'une démocratie de parade, voilà pourquoi on a, de temps en temps, des élections.

Pendant ce temps le Medef pavane, affiche une hargne, une morgue digne des anciens maîtres des forges. Dès lors, qui s'étonnera de voir Nicolas Sarkozy (lequel a déclaré vouloir élargir le « champ de ses compétences ») s'attaquer désormais à l'économie du pays ? Dans ce gouvernement fantoche où se bousculent les indigents et les usurpateurs (un candidat battu le dimanche doit-il être nommé ministre le mardi ? Ils sont plus de dix dans ce cas), lui seul est appelé à agir dans « le monde réel », même si c'est de façon sinistre. Fossoyeur des libertés individuelles et collectives, il a accepté avec joie le rôle de grand ordonnateur des obscurs du principe de solidarité. Désormais il tient, comme on dit, les cordons de la bourse. On va dérouiller sec.

suite page 4

suite de la page 3

Cependant, dans la rue, on risque d'y retourner bientôt. Il y a dans l'élaboration de ce gouvernement suffisamment de provocation pour jeter sur le pavé 80 % des Français. Fillon, l'homme de la réforme des retraites, se retrouve en face-à-face avec les profs et les chercheurs. Cela sent le duel à mort. Dutreil, garçon coiffeur chargé des PMI et des restaurateurs, ultralibéral sauce Madelin, va maintenant s'occuper de ses amis les fonctionnaires. Du moins, il essaiera. Ce n'est que deux exemples parmi d'autres, car pour qui lit attentivement la liste des nominations, le message est on ne peut plus clair: on vous emmerde, on continue, comme avant mais en pire.

Reste le cas Sarkozy. Seul ministre d'État (titre à peu près honorifique, si Raffarin doit s'absenter pendant le conseil des ministres c'est lui qui surveillera la classe; surveiller, Sarkozy sait faire), en passant aux Finances il montre que la priorité ce n'est plus l'insécurité mais le pognon, le flouze. Le blé. La machine sécuritaire roulera sans lui maintenant, le contrôle tous azimuts de la population étant assuré par la flopée de lois liberticides, votées sous son règne place Beauvau. Libéré de ses obligations en ce qui concerne le sécuritaire, Sarko va pouvoir à présent s'occuper de notre porte-monnaie. C'est-à-dire? Réformer, mais oui! Le maître mot est lâché. Bossant main dans la main avec son frère Guillaume, qui pour l'instant n'est que le numéro deux du Medef, il va terminer le boulot commencé par Fillon. Lutter contre le chômage en luttant contre les chômeurs, s'attaquer à l'emploi précaire en le généralisant, mettre à mort les services publics parce que pas rentables (et l'armée française, elle, elle est rentable peut-être?... Que des défaites, depuis Waterloo), tuer dans l'œuf toute contestation en minorant le rôle des syndicats, des collectifs de lutte, et autres ramassés de gauchistes. Surtout, parce que c'est son boulot, il fera rentrer l'argent, évitant de taxer les patrons (ça risquerait de fâcher son frère), évitant de remplacer les centaines de milliers d'agents de la fonction publique qui vont partir en retraite, bradant l'assurance maladie aux compagnies privées tout en augmentant une prélevement tels CSG et RDS. Oui c'est bien l'argent qui gouverne, placer Sarkozy aux Finances c'est comme le hurler haut et fort. En espérant que cette fois, ce peuple de veaux aura compris.

À la question de savoir ce qu'il pensait de tout ça, le baron Ernest-Antoine a répondu que, ma foi, ça semblait aller dans le bon sens, qu'un gouvernement c'était comme une équipe de foot, il lui faut des buteurs. Sarkozy serait, selon lui, le Zidane de Raffarin III... Autant dire que le « virage social » vanté par Matignon fait bien ricaner le Medef. Il continuera de ricaner tant que nous resterons, hésitants, sur le pas de la porte, ne sachant que faire de nos fièvres. **F**

Lettre ouverte à tous mes amis et à toutes mes amies qui sont allés voter pour le PS



ON LE CONSTATE: la France marche au pas... Droite, gauche! Allons-y, hardis petits... Le chômage, les licenciements, la précarité qui s'ensuit... Tout fout l'camp... On ne sait à qui se vouer et surtout on a PEUR... Peur de l'extrême droite, peur de l'étranger et de ses bombes dans les trains (c'est vrai, la prochaine fois, j'y serais peut-être). Peur de se retrouver, comme son voisin qu'on traite de nul depuis des années, à pointer chez chomdu...

Alors toute la presse de son maître nous ayant bien gavé l'encéphale, on va se précipiter aux urnes pour faire entendre qu'on existe... On y croit, en plus, et ça fait chaud au cœur: on n'est « enfin » plus seul! Pourtant, durant toute leur campagne électorale, on en a fait des jeux de mots hilarants sur les « érections pestilentielles » Mais, là, ce matin... C'est comme un grand coup de flou: je ne suis pas capable de me gérer moi-même, je ne suis pas capable de prendre des responsabilités, et puis j'n'ai pas trop le temps, non plus: y a les mômes, le boulot (ou le pointage)... Ils ont fait des études, eux, ils sont savants... D'ailleurs, pour preuve:

1. Ils écrivent des textes de lois vachement intéressants... Tiens, à propos...

- Loi de sécurité quotidienne votée par le gouvernement Jospin le 31 octobre 2001. Extraits:

« Article 23: [...] Sont autorisés tous contrôles d'identité sur des véhicules circulants, stationnés ou arrêtés sur la voie publique.

Article 24: [...] Il est autorisé aux forces de l'ordre de procéder à toutes perquisitions, visites domiciliaires [...]. Sans l'assentiment de la personne concernée.

Article 50: Toute personne voyageant sans titre de transport se verra passible d'une amende de 7 500 euros.

Article 52: Sont interdits tous les regroupements dans les lieux appartenant à des propriétaires privés, tels les halls d'immeuble, les cours intérieures, etc.

Article 53: Sont interdits tous rassemblements festifs musicaux dans les locaux non prévus à cet usage. »
etc.

2. Et puis, eux, ils savent parler... C'est vrai, ça...

Par exemple, citons Georges Frêche, très probable futur président PS de la région Languedoc-Roussillon, au moment de la mobilisation des intermittents du spectacle, en juillet dernier: « Si c'est comme ça, la Région n'embauchera plus d'intermittents... On peut se passer de ces gens-là. » Il est vrai qu'il faisait face au silence assourdissant d'un ex-gouvernement qui, en juin 2001, a refusé de mettre en place des négociations sur le dit statut. Pov' gars... C'est dur d'être un élu PS!!

3. Et puis, eux, ils savent ce qui est bien pour nous... Jospin savait ce qui était bien pour nous quand il est allé voter l'accord européen, à Barcelone, sur les retraites... À 45 annuités!

4. Et puis, la gauche, c'est moins magouilleur, quand même... Martine Aubry n'était qu'au conseil d'administration d'une multinationale, le chef de cabinet de Jack Lang qu'actionnaire d'une grosse société de produits de luxe, etc. (source: Tous pouvoirs confondus, éditions Agone).

5. Eux, ils tiennent leurs promesses: t'as qu'à voir le nouveau Premier ministre espagnol qui jurait sur la Madone de retirer les troupes militaires d'Irak... Ben, le lendemain de son élection, il se demandait quand même s'il ne fallait pas qu'il attende la décision de son « papa OTAN »...

6. Sur les questions d'emploi, ils ont un vrai souci, quand même...

Le souci de privatiser EDF-GDF, France Telecom, La Poste, etc. Et de provoquer ainsi des milliers de licenciements...

Sûrement, la droite n'a pas fait mieux que reprendre moins DISCRÈTEMENT un flambeau bien allumé! « Jospin en a rêvé, Sarkozy l'a fait. »

Si vous croyez dans la démocratie, camarades, qu'attendez-vous pour descendre dans la rue et EXIGER la démission d'un gouvernement que VOUS avez désavoué par vos votes?

Où alors, vous acceptez de marcher au pas, non?

Sylvie

Le 28 mars 2004

Quand l'autruche éternue...

Des qui veulent pas être bousculés

« En Alsace, on tient aux traditions. Faut pas nous bousculer. » Serge, quarante ans, Alsacien.

Partageant l'avis de Serge pour ce qui est des traditions, je propose de rétablir celle consistant à refléter l'Alsace aux Allemands, une fois de temps en temps. On la récupérerait dans environ un demi-siècle, en attendant, qu'ils se démerdent.

Des qui veulent nous protéger

« Je leur dis [aux Français.e.s] que le Parti socialiste est là pour les protéger. » François Hollande.

Manquait plus que ça... Coincé entre une droite qui entend lui réexpliquer un projet de société qu'il a parfaitement compris et un PS qui la joue gentille nounou protectrice, l'électeur de base est en train de s'apercevoir qu'on le prend pour un sourd, ou pour un môme, ou pour un con. L'honnêteté oblige à admettre qu'il y a, chez lui, un peu des trois.

Un qui lit dans le marc de café

« Toutes les conditions sont requises pour que 2004 soit une grande et belle année. »

De Robien, toujours ministre.

Il avait déclaré ça, Gilles, en décembre dernier. Depuis, ministre des Transports, il s'est retrouvé en première ligne face aux menaces du groupe AZF (« Si ça saute je saute », en gros), s'est pris une volée aux régionales en Picardie, où sa promesse de créer une « option chasse » au bac n'a pas suffi à rameuter les suffrages des fans de l'alouette cuite dans son sang. S'il n'était pas le seul ministre UDF, la défaite l'aurait sûrement privé de maroquin. Mais l'année, qui est loin d'être terminée, réserve sûrement de grandes et belles surprises.

Un qui veut qu'on soit cons, mais moins

« Lisez le dernier livre d'Alain Minc, vous serez juste un peu moins cons. » Ardisson, Drucker pour jeunes.

Reconnaissons à Ardisson cette qualité essentielle pour un animateur télé: il connaît bien son public. C'est donc aux bœufs, aux nazes, aux merdes qui regardent son émission qu'il conseille de lire Minc. Bien évidemment, lui, n'a pas lu le bouquin qu'il vante, j'en veux pour preuve qu'il continue de produire des émissions de merde, animées par des nazes, et qui s'adressent aux bœufs. Éteignez vos télécs, vous serez un peu moins Ardisson.

Des qui sont flics et tristes

« C'est un crève-cœur de partir. » Sarkozy, en direct de la place Beauvau.

Et nous, patron, si vous saviez... On vous aimait patron, quand on allait dans les banlieues pour tirer sur les jeunes; dans la bagnole on gueulait tous « Sarkozyyyyy! », pour se motiver. Je sais pas si on aura envie de gueuler « de Villepiiiin », voyez. Et, patron, vous barrer comme ça, quand on a pas fini de nettoyer les banlieues, on voulait vous dire, heu... C'est pas sympa, voilà. On comprend pas. Voilà. Mais on continuera de nettoyer. Voilà.

Un qui ressent des trucs

« Ce que je ressens en entrant dans cette cour, c'est fierté et honneur. Oui, fierté et honneur. » De Villepin, en direct de la place Beauvau.

Eh, patron, il parle bizarre le nouveau: fierté, honneur... Il utilise des mots qu'on sait même pas ce qu'ils veulent dire. Eh, si on lui montrait la cour de la préfecture de police, là où dans les années 60 on entassait les Arabes morts? Peut-être après y'a des mots comme ça qu'il osera plus utiliser?

Pour finir (c'est le cas de le dire), je voudrais remercier Ferry, Mattéi, Aillagon, Bachelot Roselyne ou Mer Francis, lesquels, pour oubliés qu'ils soient déjà, m'auront, durant plus de un an, souvent fourni de quoi nourrir cette rubrique. C'est sans regret, évidemment, que je vois disparaître pour toujours ces clowns, ces gommeux, ces rois du gag grave. Persuadé qu'ils sont remplacés par d'aussi mauvais qu'eux, je n'ai aucune inquiétude quant à une baisse de production des conneries dites ou écrites par le personnel politique. Aussi: adieu, et à jamais.

Fredo Ladrissse

(sources: France 2, France 3, France Info, France d'En Bas, Libération, le Nouvel Observateur, Polittis).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Bref!

J'aime pas les prisons...

Ça y est, un nouveau record national a été atteint le 1^{er} mars 2004. Pas moins de 61 032 personnes emprisonnées à cette date. Le taux d'occupation des nos belles geôles françaises est donc de 126 %. Je comprends mieux maintenant la politique de l'ex-premier flic de France, qui non content d'avoir poussé à la création de nouvelles prisons pour combattre le chômage dans les régions décimées par le manque de travail, encourageait les municipalités à offrir à l'état des bâtiments pouvant servir de centres d'éducation fermés ou de centres de rétention. Mais si les mauvaises langues se sentent en droit de critiquer la ligne conductrice de Super Condé, il faut convenir que depuis que Sarko et Perben s'occupent du trousseau de clés carcéral, ils n'ont pas manqué de laisser sortir 83 personnes pour raison de santé, tel que ce grand républicain qu'est Papon. Rassure-toi, peuple de France! Jamais de dangereux assassins ne sortiront, et il faudrait plus qu'une simple hémiplegie, qu'un cancer ou qu'un sida pour que cette loi s'applique à d'autres détenus.

... ni les militaires!

30,4 milliards d'euros! C'est le budget prévisionnel de l'armée cette année. Avec ce budget, on est sûr d'être bien protégé par nos compagnons les militaires. Mais qu'est-ce que cela représente comme coût pour chacun d'entre nous? Une simple division nous montre que pour 60 millions d'individus constituant la France, ce budget représente la modique somme de 540 euros par habitant. La sécurité a un prix, on peut en être convaincu. Allez, moi, ma sécurité, je m'en fous, de toute façon, à part ma guitare et ma chaîne hi-fi, y'a rien à piquer chez moi! Et si tout ton pognon, madame la Ministre, tu le filais à la recherche, aux chômeurs, ou si t'arrêtais de nous raconter des bobards à propos d'un pseudo-déficit de la Sécu, tu crois pas que ce serait plus utile que de filer de quoi jouer à tes assassins humanitaires? En plus, y'en a même qui se prennent au sérieux! À force, ils vont finir par se faire mal...

KumaSan

Déplacements

en économie de marché

POURTANT, j'aime bien prendre le métro ces jours-ci. J'aime l'impression de solidarité anonyme quand l'affiche que j'ai commencé à déchirer hier pendouille bien plus aujourd'hui grâce à une main inconnue. J'aime lire les trouvaies des autres détourneurs; sous l'exposition « Du temps des mammouths », on a écrit « il n'y avait pas de publicité! ».

Mais quand lui, il arrive... Il est très grand. En bonne santé, il ressemblerait à Laurent Terzieff à 20 ans. Mais la peau de son visage est tellement tirée sur ses os, ses yeux sont tellement enfoncés que j'ai entendu un passager murmurer : « Voilà Buchenwald! » Ses dents, grises striées de noir, sont prêtes à se déchausser. Il marche à pas plats, comme un vieillard sans équilibre. Certains jours, des gouttes de sueur lui perlent sur le front. Quand il entre dans un wagon, tous ceux qui le voient ont un geste de recul immédiat. Puis, comme l'apparence d'indifférence est seule sûre dans le métro, les bustes reprennent leur position première, les yeux se détournent. Il s'arrête devant chaque passager, lentement, méthodiquement. Et ce cadavre anticipé entonne, devant chacun, lentement, méthodiquement, d'une voix de fausset : « Excusez-moi messieurs-dames, est-ce que vous auriez l'amabilité, la gentillesse de me donner une petite pièce? » Immédiatement après, parce que l'expérience lui a enseigné qu'il glace plutôt qu'il n'apitoie, il enchaîne : « Merci de votre gentillesse messieurs-dames, bonne journée messieurs-dames ». Exactement les mêmes mots, tout le temps. Le plus dur, c'est quand on lui donne. Il s'arrête, stupéfait. Il vous regarde droit dans les yeux avec ses yeux de bientôt-mort, et il ébauche un sourire, un sourire prudent, prêt à disparaître, et il reprend son antienne, mais avec une telle gratitude dans la voix, comme si au lieu de deux euros on lui en avait donné deux mille, qu'on se sent plus coupable que bon. Quel soulagement quand il passe au voisin. Quelle honte de se sentir soulagé.

Il y a aussi la jeune femme blonde. Seins abondants, vingt-cinq ans, joli visage, yeux bleus. Sans-domicile-fixe. Un jour, elle s'assied en face de moi, parce qu'elle reconnaît un compagnon de misère à côté de moi. Il lui demande de ses nouvelles. Un œil en larmes et l'autre en fureur, elle répond : « J'en ai marre, mais marre! Tout ce qu'ils savent me dire c'est « T'as qu'à faire la pute, t'as qu'à faire la pute! ».

Dans le self où je mange souvent à midi, la voix du patron n'a plus la courtoisie habituelle.

Je regarde là où il regarde. Un escogriffe se tient devant l'étagère à boissons, un escogriffe aux cheveux sales et à l'anorak taché. Il examine les verres remplis de vin, à l'évidence pour déterminer lequel est le plus rempli. Le patron lui dit de se dépêcher. Maladroit, l'escogriffe pose un verre sur son plateau, passe devant les plats de viande sans s'arrêter; l'andouillette à 6,10 euros n'est pas un plat pour escogriffe. Devant les plats de légumes, il médite; qu'est-ce qui cale le plus à trois euros? La purée, les épinards, les lentilles, les frites? Le patron hausse le ton. L'escogriffe se décide pour les lentilles. La Martiniquaise préposée aux légumes en met autant qu'elle peut dans l'assiette, sans oser regarder le patron. Payer prend longtemps, à coups de pièces de cinq centimes.

L'escogriffe part déguster son plat de lentilles. Le patron lâche à la cantonade : « Quand on pense au client qui va être assis à côté de ça! Et dire qu'on peut pas les refuser! C'est triste mais c'est vrai, hein, on peut pas! »

L'escogriffe mange ses lentilles. Mais il repère le présentoir à sauces et condiments. Il prend le gobelet du plateau qu'un client a laissé sur la table. Avec ce gobelet, il s'approche du présentoir. Il le remplit à moitié de mayonnaise. Puis il met des cornichons, jusqu'au bord. Puis il saupoudre de persil haché pour combler les interstices. Il revient deux autres fois remplir le gobelet, attendant poliment son tour pendant qu'un autre client met du persil sur l'andouillette à 6,10 euros.

Après mon repas, je prends le métro. À Opéra, un grand Noir américain vend souvent, sur le quai, des magazines en anglais à 1,50 euro, dont *The Economist*, qui en vaut au moins 4 dans un kiosque... Un article de *The Economist* enseigne que l'inégalité des revenus est une injustice (car *The Economist* possède une conscience sociale). Il enseigne aussi que l'inégalité des revenus ne doit rien au fait que les riches prennent aux pauvres. En effet, l'économie n'est pas un gâteau où les uns mangent la part des autres. L'économie est un gâteau gonflable, où des parts gonflent grâce à la célèbre levure appelée « esprit d'entreprise » et où d'autres rétrécissent à cause d'une autre célèbre levure appelée « archaïsmes ».

Je vais traduire l'article en français, et en distribuer des copies dans le métro et au self; quand on est pauvre et malade, ça console de savoir que ce n'est qu'une question de levures.

Nestor Potkine



Nicolas Germain, *Le mendiant*

L'Internationale sera le genre humain

L'Internationale de fédérations anarchistes tiendra son VII^e congrès durant le week-end du 10 au 12 avril, à la Maison du peuple de Besançon. Durant ces trois jours, une centaine de délégué.e.s sont attendu.e.s, représentant les fédérations de France/Belgique, Angleterre, Allemagne, Italie, Espagne, Venezuela, Tchèque, Slovaquie, Biélorussie, Russie, Argentine, etc. À cela il faut ajouter les invité.e.s de Suisse, Turquie et Grèce.

Ce congrès est placé sous le signe de l'ouverture à de nouvelles sections et de la réorganisation interne afin d'être plus efficace et réactif aux événements internationaux. L'entrée des pays d'Europe de l'Est au sein de l'Union européenne va nous offrir de nouvelles opportunités d'actions communes. La poursuite des contre-sommets anti-mondialisation va nous permettre d'intensifier notre présence et notre visibilité et de mettre en avant notre discours et nos pratiques anticapitalistes. La tenue des forums sociaux mondiaux doit être utilisée pour réaliser des forums sociaux libertaires comme ce fut le cas à Saint-Ouen lors du FSE, mais aussi au Brésil lors des FSM. Les manifestations anti-guerre, contre la démolition des retraites et des services publics sont autant de moments forts où notre internationalisme devra être mis en avant. Nous avons un projet global à défendre face au capitalisme et aux États, générateurs des guerres et de la misère grandissante de la population mondiale. L'ordre du jour du congrès se décompose comme suit : accueil et présentation des différentes délégations, adhésion des nouvelles fédérations, débat sur la situation internationale et le rôle des anarchistes, affirmation du rôle de l'IFA, stratégies de développement, groupes de travail, commissions et validation des textes et orientations du congrès. Tout cela a un coût important. Afin de permettre à toutes les délégations de pouvoir venir et afin d'aider à la tenue du congrès, nous avons besoin de vous, de votre soutien financier. (chèque à envoyer à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, à l'ordre de Publico-IFA)

Fred

groupe Proudhon de la FA

La plus rebelle des radios devient

planétaire

DEPUIS SEPTEMBRE 1981, les franciliens et les franciliennes ont le « privilège » d'écouter Radio libertaire sur la fréquence 89.4 FM. Ainsi, ils peuvent échapper aux idées toxiques d'autres médias, au bourrage de crâne gouvernemental, à la propagande du Medef et à la publicité omniprésente.

Et surtout, ils peuvent découvrir les richesses du mouvement libertaire : le patchwork des émissions montre la diversité des approches et des engagements des militant.e.s, la multiplicité des luttes et leurs convergences. Toutes les musiques sont représentées, sauf les musiques militaires et religieuses... Toutes les approches culturelles ont leur place : cinéma et théâtre, littérature et poésie, arts plastiques et recherches musicales... Tous les âges aussi, des enfants de Radio Cartable au doyen ou à la doyenne, inconnu.e à ce jour...

Radio libertaire, c'est un espace pour la liberté d'expression, tant pour les animateurs et animatrices, que pour leurs nombreux invité.e.s.

Radio libertaire, c'est un espace de débat, entre les présents autour des micros et les auditeurs et auditrices.

Radio libertaire, c'est une expérience sociale et libertaire, qui repose sur la solidarité et l'entraide, en dehors de tout rapport marchand ou hiérarchisé, et qui dure depuis plus de 20 ans et, nous l'espérons, pour de longues années encore!

Voilà tout ce que les internautes, francophones mais pas seulement (espérantistes et autres), vont pouvoir découvrir, écouter, enregistrer peut-être, et quand ce nouveau mode de diffusion sera rodé, participer selon des modalités à inventer...



Pour une radio libertaire internationale ?

Des émissions spéciales sont programmées pour l'ouverture de Radio libertaire sur Internet.

✦ Le vendredi 9 avril 2004, de 20h 30 à 23 heures, la transmission en direct du colloque sur Proudhon, organisé à Besançon

✦ La nuit du 9 au 10 avril, l'émission Léo 38 vous a concocté une nuit musicale, avec les Beru, les Waps et du reggae

✦ Le samedi 10 avril, de 10 heures à 12h 30, à l'occasion du VII^e congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes, qui se déroulera du 10 au 12 avril à Besançon, des interviews de militant.e.s venant de partout.

Pour écouter Radio libertaire, connectez-vous sur le site www.federation-anarchiste.org.

Vous pourrez aussi télécharger la grille des programmes de Radio libertaire et découvrir plein d'autres aspects du mouvement libertaire.

Le secrétariat de Radio libertaire

Après les retraites, la santé

Le retour des pyromanes

Une politique de santé publique digne de ce nom accepterait l'augmentation des dépenses résultant de l'accession de tous aux soins. Si on peut réaliser des économies, c'est en rationalisant le système. Si on veut faire rentrer des sous, il faut augmenter les salaires et supprimer les exonérations de charges patronales.

LA MAÎTRISE de la croissance des dépenses de santé domine le débat actuel sur la réforme de la branche assurance maladie de la Sécurité sociale. En effet, l'augmentation de ces dépenses est assez spectaculaire : elles représentent 9,5 % du produit intérieur brut (PIB) français en 2001 contre 3 % en 1950. Toutes les prévisions s'accordent sur une poursuite de cette tendance en l'absence d'une réforme radicale de l'assurance maladie. Le comportement des assurés.e.s, qui consomment de plus en plus de soins médicaux, provoque l'indignation générale des hommes politiques.

Une situation schizophrénique

Nous voilà dans une situation plutôt schizophrénique : les mêmes hommes politiques qui condamnent habituellement les consommateurs de tabac, d'alcool et de drogues prohibées, bref, celles et ceux qui mettent leur santé « inutilement » en danger, n'hésitent pas à critiquer l'engorgement des assurés.e.s pour les soins médicaux. Personne n'ose casser le consensus et affirmer : oui, nous dépensons une partie croissante de notre richesse pour notre santé, et il ne faut surtout pas que ça change !

Augmenter les dépenses de santé

En effet, l'augmentation irrésistible des dépenses de santé caractérise toute société qui s'enrichit. Il s'agit là d'une constante du développement économique, vérifiée à la fois sur le plan géographique et historique : la société française d'aujourd'hui dépense une partie supérieure de sa richesse en soins médicaux par rapport aux années 50, parce qu'elle est aujourd'hui nettement plus riche que dans les années 50. La société états-unienne dépense une partie supérieure de sa richesse (13,5 % du PIB) pour la santé comparée à la société française, parce qu'elle est (en moyenne) plus riche. L'explication de ce phénomène est assez simple : dans une société très pauvre, la quasi-totalité des revenus des classes populaires est consacrée à des produits de première nécessité (alimentation, vêtements, loyer, chauffage), il ne reste guère de ressources pour payer des soins médicaux. Nous devrions plutôt saluer le fait que, aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, il existe des

sociétés où même les moins aisés.e.s peuvent s'occuper plus ou moins correctement de leur santé. Il reste d'ailleurs encore des progrès à réaliser dans ce domaine, car beaucoup d'assurés.e.s, en particulier des hommes d'origine populaire, ont tendance à éviter à tout prix les cabinets des médecins et les hôpitaux. Une politique courageuse de santé devrait donc avoir comme objectif l'augmentation des dépenses de santé par une politique de sensibilisation et d'encouragement pour favoriser l'accès aux soins médicaux de ces larges parties de la société.

Un porte-avions « Léon Trotski » ?

Vouloir inverser la tendance historique de l'évolution des dépenses de santé signifie mécaniquement augmenter les dépenses dans d'autres secteurs de l'économie : mais veut-on vraiment encore plus de voitures, plus de téléphones portables, plus de gendarmes et un troisième porte-avions « François-Mitterrand », « Alain-Juppé » ou « Léon Trotski » (selon la conjoncture électorale) ? Face à ces alternatives aux effets secondaires redoutables, la préférence prononcée pour les soins médicaux paraît comme un excellent choix et comme signe d'une grande maturité de la population.

Se pose donc inévitablement la question du financement des dépenses de santé. Nos gouvernants et leurs souffleurs du Medef n'arrêtaient pas de nous rappeler le trou d'environ 10 milliards d'euros en 2003 dans les caisses de la branche maladie de la Sécurité sociale. Or ils se gardent d'évoquer les véritables raisons de ce manque impressionnant de moyens : les exonérations et les dettes patronales vis-à-vis de l'assurance maladie, mais surtout la forte diminution de 9,5 % de la partie des salaires dans le partage du PIB depuis 1982. (1982 : 67,5 % ; 2001 : 58 %). Avec une répartition comme avant l'accès au pouvoir des socialistes, donc avec des salaires et des cotisations nettement plus élevés, l'assurance maladie serait aujourd'hui largement bénéficiaire. Il n'est donc que logique de faire supporter le déficit de l'assurance maladie au capital, dont la rémunération a augmenté au fur et à mesure que la partie des salaires a chuté.

Toutes les propositions du gouvernement se résument à faire payer aux assurés.e.s une

partie croissante des dépenses (non-remboursement des médicaments et ticket « modérateur », qui est la partie non remboursée des soins) ou à diminuer la qualité des soins (notamment dans les hôpitaux en favorisant des critères comptables au détriment des critères médicaux). Les mêmes salariés.e.s, qui ont été les grands perdants de l'évolution économique depuis l'élection de François Mitterrand, sont donc priés de payer une deuxième fois pour compenser le manque de cotisations dû au fait qu'ils ont été systématiquement sous-payés.e.s depuis vingt ans !

Des médecins fonctionnaires ?

Enfin, s'il est vrai qu'une grande partie des assurés.e.s ne consomment pas assez de soins médicaux, il est indéniable que d'autres en consomment trop (pas dans la logique comptable des hommes politiques mais dans une logique médicale). En effet, les médecins indépendants sont payés.e.s en première ligne selon le nombre de actes médicaux effectués. Ce fonctionnement ouvre la voie à des abus : les médecins peuvent augmenter leurs revenus en prescrivant des traitements inutiles. Il y a aussi la tentation réelle de céder à la pression des patients.e.s qui ne veulent absolument pas renoncer à un traitement inutile, c'est-à-dire non justifié d'un point de vue médical.

Le meilleur moyen pour éviter ces dysfonctionnements est de déconnecter la rémunération des médecins du nombre de leurs actes médicaux. Or le seul cadre qui permette cette séparation est la transformation des médecins indépendants.e.s en fonctionnaires rémunérés.e.s par un salaire fixe (et surtout pas payés.e.s « au mérite » !). La même logique impose l'intégration des hôpitaux privés dans le secteur public et l'abandon de tout projet susceptible de renforcer la logique de marché dans le système public de santé.

Ne rêvons pas, entre des mesures extrêmement pénalisantes pour la grande majorité des assurés.e.s et une politique de santé cohérente et courageuse, le gouvernement n'hésitera certainement pas une seconde, toujours au service de sa clientèle électorale et du patronat.

Martin

militant FA, Toulouse

Déjà 5 % de
prisonniers
en plus !



Art112ism.org, Circulez

Dr Martius

ON SE SOUVIENT de la communication de la SNCF, fin 2002, sur les prétendus 200 millions d'euros de la « fraude », et dont on nous disait qu'ils manquaient au compte de résultat pour acheter de quoi rendre accueillants les gares et les trains: bancs, chariots, escalators, locomotives, TGV ou distributeurs de billets (on appréciera, pour ces derniers, la tautologie cyniquement absurde du prix du billet servant à payer les machines qui vendent ce billet!).

Voulant sans doute donner des gages de bonne conduite au gouvernement en période électorale, la SNCF fait campagne depuis le début mars sur le résultat de l'incroyable arsenal répressif mis en œuvre: « Déjà 5 % de fraude en moins sur le Transilien », « Déjà 15 % de fraude en moins sur les trains grandes lignes et TER », annonce-t-elle fièrement. Et

l'affiche de dire encore: « De réels progrès, mais encore loin du compte ». Une autre affiche rappelle les moyens mis en œuvre: « La SNCF redouble d'efforts contre la fraude: nouvelle amende forfaitaire de 35 euros sur tout trajet TER ou trains grandes lignes inférieur à 100 km sans billet (30 euros sur le Transilien). » Cette supercherie mérite que l'on s'y attarde.

Par cette inversion des rôles propre aux discours culpabilisateurs du contrôle social, voilà que c'est la SNCF qui est présentée comme faisant des efforts, et non les usagers sanctionnés qui sont pourtant par définition dans un état de précarité ou d'exclusion. La SNCF reconnaît d'ailleurs elle-même qu'une majorité des « contrevenants » est insolvable et que tous ceux contre qui elle requiert de la

Dr Martius est militant du groupe
Louise-Michel de la FA et du collectif du RATP.

RESEAU POUR L'ABOLITION
DES TRANSPORTS PAYANTS

DEPLACEMENTS SOUS CONTROLE

MANUEL JURIDIQUE DE L'ARSENAL RÉPRESSIF DES TRANSPORTS EN COMMUN



Brochure bientôt disponible

prison sont désocialisés. Bel effort, donc, que celui de la SNCF! Quand fera-t-elle celui, incomparablement plus rentable, de se désaliéner de l'idéologie de la répression?

« Mais encore loin du compte », nous assène avec morgue la SNCF. La fraude lui aurait encore coûté 181 millions en 2003 contre 191 en 2002, ce qui révèle un mensonge et participe d'une escroquerie. Le mensonge est avoué sans vergogne: le chiffre claironné en décembre 2002 de 200 millions d'euros était donc faux de 10 millions; une paille! Quant à l'escroquerie, elle est révélée, notamment, lorsque la SNCF cite, ailleurs dans son plan de communication, les chiffres d'autres réseaux, et notamment un 36 millions d'euros de manque à gagner dû à la « fraude » pour l'exploitant allemand Deutsche Bahn (« DB »). Tiens, tiens? Un réseau si comparable à celui de la SNCF, qui n'a pas le recours d'envoyer ses voyageurs en prison, et qui aurait un poids de la « fraude » cinq fois moindre: c'est bien la preuve que la SNCF comptabilise tout et n'importe quoi dans ses 200 millions. Comme pour les retraites, les intermittents, la Sécurité sociale, etc., la supercherie s'appuie d'abord sur un mensonge et une escroquerie éhontés de chiffres.

Nous dira-t-on, en revanche, le coût de la billetterie et de l'arsenal répressif mis en œuvre? Le coût des portillons commandés à Dassault Automations, toujours plus perfectionnés avec les nouveaux billets électroniques sans contact (Navigo en Île-de-France, Transcarte en Nord-Pas-de-Calais, etc.)? Le coût de l'investissement dément dans l'informatique et l'électronique nécessaires à ce flitage à grande échelle? Le coût des automates de ventes fournis, approvisionnés et maintenus par les Thales, Schlumberger et autres gros du capitalisme français? Le coût du matériel de surveillance (caméras, écrans vidéo, etc.)? Le coût des marchés de gardiennage que se partage une douzaine de sociétés privées, souvent sous-filiales des tentaculaires Générales des Eaux ou Lyonnaise des Eaux (pour parler en anciens francs car l'un des masques de ces entreprises est leurs changements de noms réguliers)? Le coût des campagnes d'affichage de la SNCF, commandées à TBWA (géant des agences de communication) et placardées sur les panneaux de France-rail Publicité (ex-filiale SNCF,

cédée majoritairement au géant américain Dauphin)?

Et puis, avez-vous vu que ces « réels progrès » pesant prétendument 10 millions d'euros, soient allés à un aménagement des gares plus accueillant et respectueux des voyageurs? Non, bien évidemment! On aurait même plutôt l'impression d'un renforcement des portillons et des distributeurs de billets: toujours la tautologie du billet qui ne sert qu'à se payer lui-même.

La SNCF nous dira-t-elle aussi que par « dépôt de plainte systématique contre les fraudeurs récidivistes », il faut entendre la prison, dont nous savons que c'est l'instrument le plus abouti de l'État pour anéantir un individu? Plus de 130 peines de prison, dont 50 de prison ferme, prononcées à janvier 2003, soit dans les six premiers mois d'application par la SNCF de l'arsenal répressif mis à sa disposition. Combien aujourd'hui? 300? 500? Et à 3000, la SNCF nous claironnera-t-elle avec force affiches: « Déjà 5 % de prisonniers en plus, mais on est loin du compte »? (nous déplorons en effet environ 60 000 détenus en France).

Criminalisation de la misère au travers des sans-tickets, sans-papiers, sans-abri, sans-travail, sans-droits, sans-voix, etc., dressage d'une catégorie d'usagers contre d'autres: le discours sur la « fraude » dans les transports (transports en commun mais aussi flux routiers avec les radars et caméras diverses) sert d'abord et surtout à renforcer l'apartheid social et à habituer le plus grand nombre à un arsenal répressif quotidien et systématique.

Il y a dix ans, la SNCF, toujours en décalage d'un slogan, proclamait le fameux « Le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous ». Aujourd'hui, la perspective de 5 % de prisonniers en plus est revendiquée sans vergogne comme un « réel progrès ».

Alors, si l'on ne veut pas que ce « progrès »-là soit partagé par la masse grandissante de précarisés, il est urgent de se réapproprier le discours et les initiatives relativement aux services publics en général et aux transports publics en particulier. Et, sur ce terrain, la revendication des transports gratuits est l'instrument d'une rupture radicale avec la logique capitaliste de marchandisation et la logique de répression qui en est la sœur siamoise (voir le *Monde libertaire* n° 1350). D. M.

Débat

Venez parler avec nous de la répression dans les transports
samedi 12 juin à 16 heures
à la librairie du Monde libertaire,
145, rue Amelot, Paris 11^e

Collectif sur l'Île-de-France pour les transports gratuits: le RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants), 145, rue Amelot, 75011 Paris.
Courriel: gratuit@samizdat.net
Site: <http://ratp.samizdat.net>

Les bottes françaises en Afrique

Le 10^e anniversaire du génocide rwandais



Guilherme Semedo Tavares, *Don't eat my flesh*

Yves Bonnardel et Sem Laforêt

ON S'INDIGNE beaucoup en France de l'impérialisme américain, et on oublie volontiers par contre que la France sait également fort bien faire régner la terreur au-delà de ses frontières. Notre petit pays fait largement autant de dégâts à l'échelle internationale que son grand cousin!

Sans même parler de sa politique de soutien à la junte birmane ou aux dictatures laotienne ou chinoise, ou encore à la plupart des démocraties d'Amérique latine, évoquons simplement ses interventions en Afrique: l'association Survie estime à près de 10 millions de morts, dans les dix dernières années, le nombre des victimes directes (par massacres, assassinats, génocides, etc.) des politiques de l'État français, sans parler des « morts indirectes » (par famines, épidémies, absences de soins, etc., dues notamment au fait que les économies africaines sont pillées, dévastées, et sont aujourd'hui exsangues).

Depuis quarante ans, la géopolitique française en Afrique se résume essentiellement à l'exploitation unilatérale des ressources

naturelles de ces pays. Les profits sont immenses. C'est pourquoi les armes importent peu: la corruption, le meurtre, la manipulation et la guerre. Loteries aux amputations, tortures, viols, disparitions forcées, emprisonnements: tout est valable pour asseoir cette politique. La France a par exemple soutenu par tous les moyens les auteurs du génocide rwandais.

Plus d'une vingtaine de réseaux politiques, d'offices mafieuses, de filières occultes, se partagent aujourd'hui le gâteau du protectorat néocolonial. À peine 2 ou 3 % de l'Aide publique française au développement sert réellement à combattre la misère infligée à des dizaines de millions d'humains. La majeure partie sert à financer les dictatures « amies », les opérations commerciales des grosses entreprises françaises, ou bien tout bonnement les partis politiques gouvernementaux en France, qu'ils soient de gauche ou de droite. Insistons un peu sur les complicités françaises dans le génocide au Rwanda, dont c'est aujourd'hui le dixième anniversaire.

Yves Bonnardel et Sem Laforêt ont adapté librement des textes de l'association Survie et la postface d'*Un génocide sans importance* (J.-P. Gouteux, éd. Tahin Party, 2002, 3 euros, ou bien téléchargeable gratuitement sur le site des éditions: <http://tahin-party.org>), avec leur accord.

Le génocide au Rwanda

Rwanda 1994, le dernier génocide du xx^e siècle: une grande partie des victimes ont été torturées abominablement avant d'être tuées. Il s'agit du génocide généralisé de plus d'un million de Tutsi et du massacre de dizaines de milliers de Hutu accusés d'être leurs complices. Les armes ont été achetées avec le soutien financier de la France, qui a également financé le renforcement de l'armée rwandaise génocidaire, et dont des officiers ont entraîné les milices meurtrières. Des membres de l'armée française étaient présents au Rwanda pendant les massacres et semblent parfois y avoir pris part directement.

De fait, pendant tout le temps que dure l'extermination, on assiste au soutien concret de la France: le gouvernement génocidaire se constitue au sein même de l'ambassade française! François Mitterrand, qui suit jour après jour toute l'affaire, déclare à ses proches, au cours de l'été 1994: « Dans ces pays-là, un

génocide, ce n'est pas trop important » (rapporté dans le *Figaro* du 12 janvier 1998). La France et d'autres pays du Conseil de sécurité obtiennent de l'ONU qu'elle retire ses troupes du Rwanda, au moment même où elles auraient pu enrayer l'entreprise d'extermination; puis, lorsque les génocidaires devront militairement battre en retraite, ce sera encore la France qui enverra une force armée d'interposition (ce sera l'opération Turquoise) qui leur permettra de s'enfuir et de continuer de-ci de-là à massacrer dans les zones qu'elle contrôle!

La complicité des médias français à cette politique est généralisée: aussi longtemps que cela restera possible, il n'y aura aucune fausse note dans un concert de légitimation de ce « nazisme tropical », dont un ministre est accueilli en France bras ouverts dans le même temps où d'innombrables charniers se remplissent, où les fleuves charrient des dizaines de milliers de cadavres... Après le génocide, la

France (ainsi d'ailleurs que le Vatican, très actif lui aussi) sauve et accueille des génocidaires et se fait l'écho des thèses révisionnistes, voire négationnistes.

Comment en arrive-t-on là ?

De Gaulle ne souhaitait pas l'indépendance de l'ancien empire colonial français, et ce pour diverses raisons:

- Politiques: garder un cortège d'États clients (un réservoir de votes) permettant à la France d'occuper une position importante dans les institutions internationales; tenir la place assignée à la France dans la « guerre froide », en évitant la propagation du communisme dans les anciennes colonies.

- Économiques: l'accès aux matières premières stratégiques comme l'uranium ou le pétrole; la perpétuation des rentes des sociétés coloniales (cacao, banane, bois, café, etc.).

- Une raison supplémentaire: le détournement des rentes africaines pour financer le mouvement gaulliste (via des circuits qui irrigueront par la suite les autres partis de gouvernement, de gauche ou de droite, ainsi que l'extrême droite).

Politiquement acculé, de Gaulle enclenche le processus de décolonisation dans les années 60. Mais il s'emploie en fait à maintenir les pays d'Afrique francophone sous la tutelle française par un ensemble de moyens occultes: mise en place notamment de dirigeants africains « amis » par l'élimination physique des leaders indépendantistes ou par des élections truquées. Des accords secrets sont passés avec eux. Depuis plus de quarante ans, les pays francophones au sud du Sahara vivent avec des accords de coopération, notamment monétaires et militaires, conçus pour qu'ils ne soient jamais indépendants.

Parce que cette politique est secrète, en plus des trafics de drogue et du blanchiment d'argent via les loteries, casinos ou paris hippiques, quantité de petites entreprises (fournitures, armements, trafics divers) financent les services secrets. Une partie des fonds gigantesques de la rente du pétrole ou des matières premières, et des commissions sur les ventes d'armes, est récupérée par ces services.

La convertibilité du franc CFA et la prolifération des paradis fiscaux permettent enfin la multiplication des circuits parallèles d'évasion de capitaux et de blanchiment d'argent en toute opacité.

Pendant le règne de Giscard, le réseau initial, jusqu'alors directement contrôlé par l'Élysée et sa fameuse cellule africaine, va se dissoudre en de nombreux réseaux ayant chacun ses propres stratégies:

- Les réseaux politiques français (Chirac, Pasqua, Mitterrand, Madelin, Roussin, Rocard, etc.).

- Les services secrets.

- Le lobby militaire.

- Des multinationales (Suez, Bouygues, Bolloré, TotalFinaElf, Rougier, Pinault, Castel, etc.).



Roger-Viollet, répression d'une révolte en Côte d'Ivoire au début du xx^e siècle, éditions Tahin Party.

- L'extrême droite.
- Un certain nombre d'excroissances de la franc-maçonnerie.
- Des sectes comme la Rose-Croix ou les Templiers.
- Ajoutons des ONG de façade, des trafiquants en tout genre et, bien sûr, la mafia internationale.

Ces réseaux s'entremêlent. Des « solidarités » diverses sont un gage d'assistance mutuelle et d'omerta. La Françafrique, c'est tout un système de connivences entre des potentats africains installés ou protégés par Paris, et leurs parrains français, politiques, militaires et financiers. L'opposition gauche ou droite est largement dépassée. Presque toutes les personnalités de ces partis « de gouvernement » - c'est-à-dire la droite et le PS - sont parties prenantes dans l'engrenage françafricain.

Un bilan de la Françafrique

Des dizaines de millions de morts, des centaines de milliards détournés, des peuples maintenus sous le joug de dictatures sanglantes, des économies réduites à peu de chagrin :

- Guerres : notamment, guerre du Biafra en 1967, guerre civile en Angola de 1975 à 2001, au Liberia entre 1989 et 2003, en Sierra Leone depuis 1991, au Congo-Brazzaville (1997-2003), etc. La France n'hésite pas à armer deux camps simultanément : les bénéfices sont doublés, et « on » est sûr de gagner sur tous les tableaux.

- Génocides, massacres, tortures : massacre des Bamilékés au Cameroun de 1957 à 1970 (des centaines de milliers de victimes), litanie de massacres au Tchad, soutien aux politiques d'extermination dans le Sud-Soudan (deux millions de morts depuis vingt ans), et plus généralement installation, formation, équipement et absolutisme de polices tortionnaires, de gouvernements se maintenant au pouvoir par des politiques criminelles de masse, etc.

- Assassins : les présidents togolais et burkinabé Sylvanus Olympio (1963) et Thomas Sankara (1987), etc. Sans compter les innombrables assassinats ou morts sous la torture de « gêneurs » ordinaires.

- La prédation des richesses pétrolières, minières et agricoles, remplacées par une dette abyssale.

- Le « gel » de tout développement économique et politique, afin que nulle opposition ne trouve les moyens de se développer.

« Plus jamais ça ! »

Il faut cesser de tant s'indigner de l'impérialisme américain et de si peu se pencher sur la politique de notre État : une telle dénonciation sélective frise la complicité ! La question de la politique étrangère de notre pays est de première importance et doit devenir publique.

De toute évidence, notre population toute baignée de démocratie n'est pas pressée de

Cette année l'armée française Commémore Le génocide rwandais...

... en côte d'ivoire



savoir. Nommer démocratie un régime capable de mettre des moyens considérables dans des politiques immensément criminelles pendant des décennies, sans que les gouvernés ne le sachent ni ne cherchent à le savoir, pose quelques questions de fond.

Si des pratiques telles que celles de la Françafrique perdurent depuis si longtemps, si on en retrouve de similaires (bien que souvent moins dévastatrices) dans presque tous les pays occidentaux, c'est parce que les institutions politiques de ces pays les permettent, voire les favorisent. Dans ces conditions, tolérer ce système, c'est non seulement renoncer à décider pour soi-même, mais c'est aussi tolérer que des crimes comme le soutien au gouvernement génocidaire rwandais soient commis. Lutter ici est ainsi une nécessité qui peut s'avérer vitale pour les millions de personnes qui sont aujourd'hui à la merci de nos dirigeants.

Aujourd'hui, pratiquement seule l'association Survie travaille vraiment sur la question, mais que peut-elle si personne ne se soucie de relayer l'information ? D'autant que nous autres anarchistes pourrions aussi avoir un mot à dire (nous avons aussi, par ailleurs, des questions à nous poser) : il serait dommage (!) que seul un discours citoyeniste émerge. Ce mois-ci, nous allons commémorer les dix ans du dernier holocauste en date. N'est-il pas temps de réagir ? Y. B. et S. L.

Pour de plus amples infos (dont une excellente bibliographie), aller par exemple sur le site de Survie : <http://www.survie-france.org> Il existe en outre une liste sur internet, pour discuter et préparer des interventions dans une optique libertaire ; pour s'inscrire : neocolonialisme_france-subscribe@yahoo.com

En Pologne...

Une nouvelle loi d'ordre public
Le Parlement étudie une nouvelle loi sur les manifestations. Ils ont commencé à en parler après les manifestations des mineurs en septembre dernier durant lesquelles 60 policiers avaient été blessés et les bâtiments publics vandalisés. Après avoir coupé les acquis sociaux, ils veulent à présent taire la protestation. Cette loi apporte des changements considérables: dépôt légal 7 jours avant au lieu de 3 actuellement. Et surtout, les organisateurs des manifestations seront responsables pour moitié de tous les dégâts commis. Ils peuvent être poursuivis en justice par des personnes privées. Concrètement, plus personnes ne voudra prendre de telles responsabilités.

Il est également interdit de se masquer ou d'essayer de cacher son identité. Cette formulation assez vague sera laissée au jugement des policiers qui pourront arrêter quiconque aura des lunettes de soleil. Cela entraîne des changements dans nos tactiques. La loi est de plus en plus répressive à l'image de la forteresse Europe. La lutte est donc loin d'être finie.

D'après un communiqué de Warhead - fuck all governments / PO box 43, 15-662 Bialystok 26, Poland

Manifestation anti-Forum économique européen le 29 avril

Derrière le prestige d'une telle réunion, le gouvernement polonais souhaite montrer qu'ils n'ont pas de problème avec les anti-mondialistes. Ils savent que le mouvement est faible et désorganisé. Ils sont tellement tranquilles qu'ils ont choisi le Palais de la Culture, en plein centre de Varsovie. Il est donc important que nous déjouions leur plan. Nous devons leur montrer que nous sommes opposés à leur politique. Les conditions sont favorables au mécontentement: 20 % de chômeurs, plus de 60 % des personnes vivent sous le seuil de pauvreté, grève dure des mineurs l'an dernier. Les libertaires ont préparé l'événement mais ils ont besoin du soutien international. Ce sera la première manifestation de ce type en Pologne.

*Transmis par Fred
groupe Proudhon, Besançon*

La « transition » vers la démocratie à Cuba

« Je ne peux pas ne pas penser à l'île de Cuba et à ses nombreux exilés. Comme tant d'autres Espagnols, je viens d'une famille qui a des racines à Cuba. L'île des Caraïbes est une des dernières anomalies historiques, pas seulement des Amériques, mais du monde entier. Je veux réitérer ici mon désir et mon espérance de dire bientôt bienvenue à Cuba dans la communauté des nations libres. » José María Aznar

AU-DELA de la forme rhétorique avec laquelle le président du gouvernement espagnol s'est référé, dans son discours au Congrès des États-Unis, à la tragédie qu'est en train de vivre le peuple cubain, ce qui importe réellement c'est de mettre en évidence la raison pour laquelle le fasciste-démocrate Aznar a exprimé ainsi et maintenant cette « espérance »...

Depuis quelques années, et au fur et à mesure que Fidel Castro paraît s'approcher de la fin de son existence ou de son incapacité physique, le changement de régime à Cuba a commencé à préoccuper tous les partis et les États qui ont des intérêts dans l'île. Adopter des positions critiques à l'égard du régime castriste en prévision de ce changement est donc une attitude qui s'est généralisée, y compris parmi les politiques et chefs d'État qui, jusqu'à il y a peu, n'avaient aucun scrupule à se faire photographier à côté du « commandante ». Tel est aussi le cas d'Aznar et du roi d'Espagne lui-même. Les raisons sont évidentes et les objectifs aussi, parce qu'il n'échappe à personne que le changement est inévitable et que ce dont il s'agit, pour ces politiques et ces gouvernements, c'est de peser pour que la « transition » aille dans le sens de leurs intérêts. Pour Aznar, comme pour tous les fascistes-démocrates européens, nord et latino-américains, l'espoir c'est que Cuba, après avoir été une « anomalie historique », assume pleinement et ouvertement la gestion capitaliste de l'économie. C'est cela l'espérance, il est là l'objectif, mais ce qui leur importe le moins c'est la bonne fortune du peuple cubain: exploité et dominé jusqu'à présent par l'État castriste et les multinationales (dont beaucoup sont espagnoles) et, demain, par les mafias bureaucratiques castristes recyclées et associées au capitalisme cubain exilé et au capitalisme international. C'est cette « liberté » que les fascistes-démocrates veulent maintenant pour le peuple cubain, qu'ils oublièrent et abandonnèrent durant de si longues années pendant qu'ils négociaient avec ce populisme révolutionnaire qui servait de façon si splendide leurs intérêts en contrôlant le peuple et en détruisant le mouvement ouvrier émancipateur à Cuba et dans d'autres pays.

En réalité, les tardives et hypocrites déclarations d'Aznar, comme celles des autres fascistes-démocrates qui prétendent maintenant

condamner de façon si ostentatoire la dictature castriste, ont seulement pour objectif de faire croire au peuple cubain qu'il est leur ami et qu'il n'y a pas d'autre alternative que celle du capitalisme; mais ce qu'ils craignent le plus c'est que ce peuple tente réellement un autre changement, une alternative entre le populisme révolutionnaire et le capitalisme: l'autogestion de l'économie et de la société par les travailleurs.

Extrait du bulletin n° 1 des Galsic
Groupes d'appui aux libertaires et syndicalistes
indépendants à Cuba (février 2004)

Pourquoi les Galsic ? et pour quoi faire

La recrudescence de la répression castriste contre toute forme de dissidence nous incita à envoyer une lettre ouverte, au début du mois de septembre 2003, en proposant à la militance libertaire internationale la création de groupes d'appui aux libertaires et syndicalistes indépendants qui luttent à Cuba pour que le peuple récupère la liberté d'expression, de réunion et d'association, pour décider de son futur après plus de quarante années de dictature. Comme on pouvait l'espérer, les réactions furent nombreuses et coïncidaient dans l'urgence de cette solidarité et dans la nécessité de la coordonner pour la rendre effective et efficace.

Avec cette convergence, et sachant que la majorité était disposée à fonctionner comme un réseau ouvert, non centralisé, pour que l'information et les propositions puissent circuler directement (à travers Internet ou d'autres moyens de communications), nous avons décidé de constituer le premier groupe des Galsic en France.

Notre proposition est donc de servir, provisoirement, de trait d'union entre ceux qui ont manifesté leur approbation pour constituer, au niveau international, une coordination qui nous représente tous et qui renforce notre solidarité.

Vous pouvez contacter les Galsic en écrivant à: GALSIC, Tribuna Latinoamericana, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Courriel: cesamepop@noos.fr

Quel avenir pour l'anarcho-syndicalisme ?

« On s'est heurté au fait que beaucoup de militants étaient d'abord des militants de leur confédération avant d'être des militants libertaires ou anarcho-syndicalistes, ou syndicalistes révolutionnaires. »

Jacques Toublet

Alain Dervin

Le

LE REFORMISME SYNDICAL a vécu. L'échec du mouvement contre la décentralisation et la réforme des retraites est comme la dernière bataille perdue d'un syndicalisme qui, comme le précise Freddy Gomez dans *le Monde libertaire* (hors série n° 23, été 2003), « n'a plus les moyens de ses ambitions ». Incapable de défendre les « acquis » du mouvement ouvrier, impuissant à organiser les chômeurs et les précaires, le syndicalisme a-t-il encore un avenir ? Plus douloureux : que font encore celles et ceux qui se revendiquent libertaires, voire anarcho-syndicalistes dans des organisations telles que la CGT, FO ou le G10 solidaires ?

État des lieux

Le paysage syndical français est pour le moins dévasté : huit salarié.e.s sur cent seraient adhérents à un syndicat¹ et ce, dans une confédération ou une fédération professionnelle dont le nombre, parfois, dépasse l'entendement : pas moins de cinq confédérations dites représentatives peuvent se disputer les éventuelles adhésions.²

Paradoxe ! Ces syndicats ne vivent que des financements de l'État ou des communes, voire des patrons, par l'intermédiaire des mises à disposition et entretiens des permanents et des locaux. Droits arrachés au patronat et à l'État, certes, mais sans l'argent public ou des employeurs, que resterait-il de ces organisations ? Conséquences bien connues et dénoncées dans ces colonnes : institutionnalisation et bureaucratisation des syndicats !

Quant à la dimension internationale, à l'heure d'une mondialisation capitaliste tant décriée, aucune de ces confédérations n'a été en mesure d'assurer un minimum d'actions. Si le capitalisme ne connaît pas les frontières, le syndicalisme, lui, a bien du mal à les franchir !

Démanteler toute résistance collective

À sa décharge, le syndicalisme est victime des coups de butoir du capitalisme triomphant. Licenciements, plans sociaux, développement de l'emploi précaire, etc. Dans ce contexte, s'organiser collectivement relève de l'exploit. Les politiques patronales de « management », vantant les mérites de l'individualisme, ont également dévalué toute tentative de résistance collective.

Les fondements même du syndicalisme en ont été bouleversés. À l'origine, bâti sur les syndicats de métiers (la corporation), il n'a pas su les dépasser pour développer une réelle solidarité interprofessionnelle et internationale.

Si le syndicalisme a un avenir... Lequel ? Le patronat, à l'exemple de l'Éducation ou de la Santé, a besoin d'un service minimum ! C'est-à-dire, d'institutions capables de proposer un minimum pour une paix sociale garantie. Dans son domaine, le syndicalisme « d'accompagnement »³ a encore de l'avenir. Il peut même s'offrir, comme aujourd'hui, le luxe de la diversité des organisations, pourvu qu'il réponde à cette exigence de paix sociale ! C'est acquis pour la CFDT. Cela est également vrai pour la CGT, dont le secrétaire général s'est vu féliciter par un ministre à l'issue des grèves du printemps 2003 pour « son attitude responsable », son « opposition raisonnable ».⁴ Même constat pour Force ouvrière, dont le souci premier est maintenant sa survie (trois confédérations pour un même service, cela fait peut-être un peu triple emploi !). Les deux articles parus dans *le Monde libertaire* (n° 1338 et n° 1344) sur la CGT-FO est à ce titre révélateur. L'auteur y rappelle l'urgence de « conforter l'organisation syndicale dans sa capacité à résister, à l'heure où la CFDT renforce son intégration et où la CGT abdique ».⁵



Alain Dervin est militant de la Fédération anarchiste, au groupe de Montreuil, et de la CNT-Education 93.



Dessin de Siné paru dans *l'Enragé*, n°2, mai-juin 1968

L'attitude des syndicats SUD, maintenant regroupés au sein du G10-Solidaires⁶ se révèle décevante. L'interprofessionnel et la dimension internationale des SUD restent secondaires (ses responsables restent opposés à la création d'une sixième confédération).

Seuls les adhérents les plus politisés s'investissent dans les mouvements hors l'entreprise. Ses militant.e.s sont contraint.e.s de modérer leur radicalité au vu de la multiplication des syndicats SUD sur des bases catégorielles (y compris au sein même des forces répressives de l'État: SUD-Intérieur). La posture adoptée – participation aux élections professionnelles, embauche de permanents – les inscrit, de fait, dans un syndicalisme de cogestion.

D'autant que cette course à la reconnaissance et à l'obtention de moyens (via les élections) ne les protègent pas d'une certaine bureaucratie, des luttes de pouvoir (des postes sont à prendre) et d'une quête de respectabilité. On se rappelle la déclaration au quotidien *le Monde*, lors des grèves du printemps 2003, où la porte-parole du G10 affirmait « qu'une grève générale ne se décrète pas », rejoignant ainsi son collègue Bernard Thibault!

Par ailleurs, la présence en son sein de nombreux militants trotskistes cantonne les pratiques de SUD dans un syndicalisme, certes plus radical, mais certainement pas libertaire, visant à l'autonomie du mouvement social. Ayant fait le choix de la participation aux élections politiques, les syndicalistes militants de la Ligue communiste révolutionnaire s'inscrivent de fait dans un partage des tâches qui n'est, hélas, guère nouveau: aux syndicats, la fiche de paie, aux politiques la gestion de la société!⁷

En ce qui concerne le syndicalisme enseignant, il n'est pas inutile d'observer les manœuvres au sein de la Fédération syndicale unitaire dans sa volonté d'élargir son champ de syndicalisation afin de se positionner comme le grand syndicat de la fonction publique, avec en sous-main le rôle joué par certains militants politiques de la LCR ou de

LO pour « construire un pôle de radicalité ». Une radicalité qui peut paraître la bienvenue dans ce paysage syndical mais qui est fort éloignée de l'anarcho-syndicalisme ou du syndicalisme révolutionnaire.

L'attitude antidémocratique des militants du SNES, adhérents à LO, lors de la grève des profs en mai-juin 2003 est venue nous le rappeler...

Si le syndicalisme a un avenir, il est donc impossible de l'envisager sous cette forme: étriquée, cogestionnaire et corrompue par des pratiques politiciennes!

Les anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires doivent se regrouper au sein d'une même organisation! Dans les années 70, l'Alliance syndicaliste⁸ avait tenté de regrouper les libertaires dispersés dans les différentes confédérations. Cette initiative, qui a su, à l'époque, coordonner ces syndicalistes et mener quelques actions convergentes au-delà des chapelles d'organisation, ne peut être reconduite. Pour deux raisons essentielles.

La première, l'Alliance syndicaliste a montré, dès sa création, ses limites: « Beaucoup de militants étaient d'abord des militants de leur confédération avant d'être des militants libertaires. »⁹

La deuxième, l'illusion de pouvoir peser sur les politiques confédérales s'est révélée vaine. Les « moutons noirs »¹⁰ de la CFDT en firent l'expérience dans les années 88 et 89.

Lire, aujourd'hui, dans *le Monde libertaire* que « les anarchistes investis dans les confédérations représentatives vont devoir pousser plus que jamais les bureaucrates dans leurs retranchements dans les mois à venir » (*ML* hors série n° 23, été 2003) ou « tenter de l'intérieur de radicaliser et imposer des modes de démocratie directe » (*V. Benito, ML* n° 1336), apparaît quelque peu étonnant.

Non, il sera impossible en tant que syndicaliste révolutionnaire ou anarcho-syndicaliste d'influencer un tant soit peu les politiques confédérales. Non, la CGT n'est pas l'organisation « la plus vivante, la plus porteuse de promesses » (*ML* n° 1334, article du Collectif La Sociale).

Ne répétons pas l'histoire! Si l'on veut espérer donner un avenir à nos idées, à nos pratiques, nous n'avons plus le choix. Si celui-ci est l'action syndicale, parce que nous sommes salarié.e.s; si nous nous revendiquons anarcho-syndicalistes, retrouvons-nous dans le même syndicat! L'anarcho-syndicalisme, ce sont des pratiques: l'assemblée générale souveraine, des comportements antiautoritaires, une parole qui circule, des mandaté.e.s qui ne sont pas permanents à vie... Des mandaté.e.s qui sont contrôlés et révoqués, etc.

L'anarcho-syndicalisme, c'est aussi un projet de société! Et ce projet, à notre connaissance, est un projet en rupture avec le système! Comment le développer, même en tant que syndicaliste révolutionnaire si l'on milite à la CGT, à FO ou à SUD? Comment peser, mettre en pratique nos idées dans tous les

champs possibles de nos interventions? Comment construire la « grève générale » (qui n'est pas une fin en soi, mais le début d'une reprise en main de nos destinées)?

On ne peut plus citer Émile Pouget ou Maurice Joyeux¹¹ pour justifier nos adhésions à la CGT ou à FO – à ces organisations telles qu'elles sont aujourd'hui – ni se contenter de s'y exprimer librement.¹²

Soit nous avons, en tant que libertaires, une réelle ambition pour le développement de nos idées et de nos outils, soit nous restons « isolés » dans nos confédérations dans la critique des directions confédérales ou le satisfecit d'y être quelque peu reconnus ou influents. La grande force des libertaires de la fin du XIX^e siècle, c'est d'avoir su construire les outils en adéquation avec la demande sociale: les Bourses du travail puis la création de la CGT. Ces cinquante dernières années, nos adhésions aux confédérations syndicales s'inscrivaient, peut-être dans cette histoire, mais surtout parce que nous n'avions pas le choix d'autres outils. Y avait-il aussi cette croyance en la possibilité « d'influencer » les directions confédérales? Et, il fallait être dans le « mouvement social », aux côtés des « travailleurs »... Or les salariés ont déserté les syndicats et le « mouvement social » dans ses manifestations organisées s'est diversifié.

Deux objections reviennent régulièrement quand nous évoquons cette nécessité de regrouper les libertaires: la lente construction d'un outil syndical et l'isolement d'une adhésion dans une organisation où tout est à faire! Elles sont recevables mais pas indépassables! Déjà Jacques Toublet regrettrait le manque de « conscience révolutionnaire » à constituer, dans l'immédiat après-guerre, un outil syndical pour « tous les syndicalistes combattifs ».¹³ Et il n'est jamais facile de commencer, surtout quand le paysage syndical, sur un lieu de travail, est déjà bien quadrillé, voire, à l'opposé, déserté. Répression patronale, patriotisme des autres syndicats, attitude de défiance des collègues. Il faut de l'énergie et des convictions! C'est certainement un choix personnel qui doit tendre à devenir collectif pour déterminer l'avenir.

La CNT, un outil

L'objectif, ici, n'est pas de donner des leçons ou de proposer un bulletin d'adhésion. Un, la CNT n'est pas parfaite, et pas à l'abri, si son développement se poursuit, de sombrer dans les dérives des autres syndicats (conflits de pouvoirs, OPA d'organisations non libertaires – Ne laissons pas à d'autres cet outil! –). Deux, elle n'est pas à l'abri, également, d'un certain « sectarisme » propre aux organisations combattives, voire, victime, d'un « patriotisme » inhérent à toute association...

Mais, anarcho-syndicalistes, nous n'avons guère le choix! Depuis la fin des années 80, les différents mouvements de grève ont exprimé cette volonté de démocratie directe et de contrôle des mandats (via les coordinations

et les collectifs). À chaque fois, leurs initiateurs se sont retrouvés confrontés aux directions syndicales seules « habilitées » à négocier, à décider en lieu et place des acteurs eux-mêmes. Le besoin est donc urgent d'avoir un outil qui réponde à cette demande sociale.

La CNT est, pour le moment, la seule organisation syndicale qui s'est fixé comme objectif la « transformation totale de la société actuelle », « la suppression du salariat » et le « remplacement de l'État par un organisme issu du syndicalisme lui-même et géré par l'ensemble de la société ».¹⁴ Elle est aussi la seule à s'inscrire dans les mouvements hors l'entreprise avec autant de volontarisme: antifascisme, sans-papiers, chômeurs, précaires, etc.

Si l'influence de la CNT reste pour l'heure marginale, cela s'explique aussi par ses exigences: refus des permanents (elle ne s'inscrit donc absolument pas dans un syndicalisme de service), refus de participation aux élections professionnelles dans le secteur public (ce qui l'exclut d'une certaine représentativité institutionnelle d'où découlent informations, moyens humains et financiers), refus de participation aux comités d'entreprise du secteur privé (ce qui l'oblige, dans ce secteur, à défendre systématiquement en justice sa qualité de syndicat)...

L'anarcho-syndicalisme de la CNT s'inscrit, là, en totale rupture avec les pratiques dominantes; comme une contre-culture que nous aurions à assumer; tant, cette société valorise la parole experte et la délégation. La « représentativité », c'est dans les luttes, dans ses pratiques qu'elle l'acquiert.

D'autres choix sont possibles, mais dans le champ économique, celui sur lequel on doit peser, il n'y en a pas d'autres. Si l'anarcho-syndicalisme a un avenir, il doit se construire, ensemble, dans la même organisation.

La CNT est un outil. Elle a, aujourd'hui en France, une réalité. Elle sera ce que nous en ferons!

A. D.

1. « La France a la particularité d'être le pays où il existe le plus d'organisations syndicales et où le nombre de syndiqués est le plus faible. À peine 8 % de travailleurs organisés » Le Collectif La Sociale, Montpellier, *Le Monde libertaire*, n° 1334.

2. Cinq confédérations dites représentatives: CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC (cadres); la CNT; le G10-Solidaires (regroupant les syndicats SUD); l'UNSA (fonction publique); FSU, (éducation nationale), etc.

3. Formule empruntée à Ramon, militant de la CNT à Saint-Étienne, auteur de l'article « Encore une couche », paru dans *Le Monde libertaire*, n° 1337.

4. Propos rapportés par Pierre, militant de la FA de Rennes, *Le Monde libertaire*, hors série n° 23.

5. Samuel in « CGT-FO, les raisons d'un choix », *Le Monde libertaire*, n° 1338.

6. Le G10-Solidaires est un regroupement d'organisations syndicales. À l'origine, ils étaient dix syndicats autonomes dont le SNUI (Syndicat national unifié des impôts) et le SNJ (Syndicat national des journalistes) pour les plus connus, rejoints maintenant par les syndicats SUD (Solidaires, unitaires et démocratiques).

7. On retrouve dans tous les syndicats l'influence particulière de militants politiques, à en friser la caricature: le PC à la CGT; le PS à la CFDT et à la FSU; l'UMP les trotskistes et des libertaires à FO; la LCR dans les syndicats SUD, etc.

8. L'Alliance syndicaliste, créée dans les années 70, a fonctionné jusqu'en 1980. Elle avait pour objectif de regrouper et de coordonner les syndicalistes libertaires adhérents de la CGT, CFDT et FO. Lire l'ouvrage cité: Agone n° 26-27, l'interview de Jacques Toublet.

9. Jacques Toublet, Agone, p. 88.

10. Expression employée par Edmond Maire, à l'époque secrétaire général de la CFDT.

11 et 12. Références aux propos de Samuel sur FO paru dans *Le Monde libertaire*, n° 1338, 1344 et 1348.

13. Agone, op. cit.

14. Article premier des statuts de la CNT, congrès de 1946, modifié au congrès de 1949.



TROUBLE(S) numéro 1

sexualités / politiques / cultures



rapports de force

épreuve de force

enquête sur le SM
SM et psychanalyse
le théâtre SM de Pascalini

échoués sur la grève

les grèves du printemps 2003
Tolbiac en lutte
la Pologne entre dans l'UE

l'image pouvoir

Gangs of New York
le son pouvoir
interview d'Howard Zinn

février 2004 / 8 euros

DRIVE

« APRÈS AVOIR MONTRÉ SON CUL, Ravillac sort une revue. » C'est ainsi que la joyeuse équipe de l'ex-journal lycéen, qui avait essuyé les foudres de l'administration scolaire pour avoir osé poser nue en couverture (puis gagné son procès contre la censure en novembre 2003 devant le tribunal administratif), c'est ainsi donc qu'elle annonce la parution du premier numéro de sa nouvelle publication trimestrielle, *Trouble(s)*.

Dans la forme, le fanzine a fait un énorme bond : nous avons affaire là à une véritable revue d'une bonne centaine de pages, à la mise en pages extrêmement soignée. Dans l'esprit, *Trouble(s)* prolonge les pistes amorcées dans *Ravillac*, en développant trois axes autour desquels tournent l'essentiel de la revue : sexualités, politiques, cultures. La première partie commence par une série d'articles sur le sadomasochisme, dont certains offrent une lecture particulièrement stimulante sur les rapports qu'entretiennent les acteurs et actrices de tels jeux érotiques. Bien davantage qu'un simple état des lieux et des pratiques, on montre comment domination, soumission, douleur, sensualité ne s'entendent qu'à travers le vaste espace d'expérimentations des pratiques SM et revêtent, par conséquent, des dimensions multiples, complexes. Mise en scène des corps, rapports théâtralisés où tension et dédramatisation se frôlent constamment, cette expression particulière des rapports amoureux tient moins au désir de s'approprier l'autre et sa liberté, comme semblent l'affirmer les auteurs en s'inspirant de Sartre, mais plutôt d'une négociation, d'un « arrangement » librement consenti entre les fantasmes de l'un.e et de l'autre, à mon sens.

La partie « Politiques » revient sur les grèves du printemps 2003 en commençant par un long article descriptif sur les trois premières semaines du mouvement, qui donne assez largement la parole à divers acteurs de la grève et aborde, peut-être un peu timidement, la pratique de l'action directe. Un deuxième papier analyse plus précisément la lutte fort peu médiatisée à l'époque (et depuis) menée par des étudiants grévistes de Tolbiac, depuis son amorce jusqu'à son échec (où l'on reconnaît, localement, celui du mouvement dans son ensemble) sans complaisance et avec beaucoup de lucidité.

Il faudrait parler également de la très émouvante chronique d'histoire sociale consacrée aux grèves de Draveil en 1908, où le propos historique se mêle intimement au texte de Jean-Suï Cannaye écrit au singulier.

Ou encore de l'article consacré au référendum en Pologne sur l'adhésion à l'Union européenne. Ou bien de la longue critique de *Gangs of New York*, le film de Martin Scorsese. De la passionnante interview de Howard Zinn, spécialiste de l'histoire populaire des États-Unis... Plutôt que de décortiquer de A à Z ce premier numéro de *Trouble(s)*, on va plutôt vous inciter à vous le procurer, histoire de soutenir l'association dans ce début de parcours bien prometteur. Signalons pour finir que *Trouble(s)* ne cherche pas seulement des soutiens, mais aussi des contacts et des échanges : les lecteurs et lectrices sont invités à participer à la revue, à assister aux conférences de rédaction, à envoyer leurs papiers... À bons ententeurs...

Contact : **Trouble(s)**, 9, rue Renault, 92240 Malakoff, 8 euros le numéro, abonnement simple à 32 euros (chèques à l'ordre de l'Association Ravillac). En vente à Publico, aussi.

DEPUIS QUELQUE TEMPS, le mystérieux et fort sympathique contact dénommé Querencias m'envoie diverses publications dont la dernière en date vaut le détour. Sobrement intitulé *Internationale souterraine*, il s'agit d'un texte présenté en de multiples feuillets volants dont l'ordre n'a, après lecture, que peu d'importance. Chaque feuillet contient un texte suffisamment ouvert pour être lié aux autres sans que le tout ne perde de sens, et chaque texte est formé d'un (ou plusieurs) extrait(s) des écrits d'auteurs comme Guy Debord, Raoul Vaneigem, Hakim Bey... La perspective est, vous l'aurez compris, résolument axée autour du situationnisme, et j'avoue que les textes, qui présentent ici l'avantage d'être courts, ont un pur punch!

Contact : **Querencias, La Falaise**, 26420 Saint-Martin-en-Vercors

UN NOUVEAU TITRE dans la myriade des feuilles d'infos : *Rock'n'Riot*, éditée par le collectif des groupes Fred Alpi, Brixton Cats et Brigada Flores Magón. Une large part est consacrée aux infos des trois groupes en question (histoire, changements de formation, discographies, dates de concerts, etc.), sans pour autant oublier ce qui fonde leur révolte (ici, un bref article sur le RMA, et un autre sur l'arrestation de Cesare Battisti, aujourd'hui relâché). Pour les fans (dont nous sommes).

www.rocknriot.org

André Sulfide

Les Sublimes

par la Compagnie Hendrick Van Der Zee

Un spectacle « coup de poing », sorte de théâtre de combat, pas vraiment militant mais qui a choisi son camp et qui ne veut pas en rester là.

CRÉÉ DANS UNE FRICHE industrielle, les Sublimes est un spectacle, mixage de cirque-théâtre-danse-vidéo, brassant des images d'aujourd'hui pour montrer les attaques du libéralisme sur les individus.

Sur la scène, ou sur la piste, comme on voudra, douze artistes, comédiens, danseurs, jongleurs, acrobates se confrontent, se rencontrent, se mettent à nu, « entre impudeur et danger », prennent des risques jusqu'à l'épuisement. Il est question des parcours et des trajectoires de la vie, mais aussi de la dignité. Pas une histoire construite, juste un spectacle bâti comme un coup de poing ponctué par des textes (Che Guevara, Michel Onfray, Richard Durn, J.-L. Godard, etc.) et des vidéos pour donner la voix aux victimes du monde contemporain et du libéralisme: Mireille qui s'occupe des étrangers chercheurs d'asile, Brigitte, ex-ouvrière de chez Levi's, et d'autres... Le metteur en scène intervient également, comme un Monsieur Loyal, non pas pour régler le spectacle, mais pour apporter la seule partie vraiment narrative du spectacle. Il nous raconte sa vie, dans le Nord, les corons, son père mineur et communiste, lui passé du maoïsme (« parce que les maoïstes parlaient des ouvriers ») au communisme libertaire. Il s'agit en définitive d'une « plongée au cœur du désordre du monde. Monde bestial où il faut sans cesse avoir l'esprit en alerte, lutter, se battre ».

Ce spectacle, pas banal, s'appelle les Sublimes et tourne toute cette année sur les scènes françaises.

Peut-être que ce spectacle n'aurait jamais existé s'il n'avait trouvé installation sur un ancien carreau de mine du Pas-de-Calais, à Loos-en-Gohelle. L'activité de la mine a cessé en 1986, mais la ville a voulu sauvegarder le lieu et le transformer en centre culturel et social. Et travailler à des spectacles dans cet ancien lieu industriel, mémoire de l'exploitation, du danger et de la lutte, où, quotidiennement, les mineurs venaient se changer (« la salle des pendus »), ça laisse des traces. « Ça travaille », dit Guy Alloucherie cofondateur et metteur en scène du Ballatum Théâtre et, depuis 1987, de la compagnie Hendrick Van der Zee.

« Pour bien situer l'endroit, le site se trouve sur une ligne qui va de l'usine Metaleurop à Sangatte, en passant par les anciennes usines Levi's à La Bassée. »

Aux côtés de Culture commune (Scène nationale du bassin minier), Guy Alloucherie et sa troupe ont choisi d'aller à la rencontre

des habitants. « Quand on travaille dans des lieux chargés d'histoire sociale, quand on se trouve au milieu d'un monde ouvrier précarisé, on ne peut pas être uniquement des artistes qui jouent. On est obligé de s'impliquer, de rencontrer. » Ont été mis en place des stages, avec les enfants et les adultes, de théâtre, de danse et de cirque, des séminaires, divers lieux de paroles où se sont rencontrés les acteurs de la compagnie et les gens des quartiers. Ces rencontres ont bouleversé les façons de voir et de pratiquer le théâtre.

« Nous avons cherché ce qui pourrait lier notre engagement militant et les spectacles de la compagnie. Cela touchait au fond et à la forme de nos spectacles. L'envie était forte et le besoin indispensable de parler du monde d'aujourd'hui. »

Pour ce faire, alors que règnent chômage et précarité, alors que des licenciements sont annoncés chaque jour, alors qu'il y a des guerres multiples, il n'est plus possible de jouer du théâtre comme avant, comme si de rien n'était. Oubliés Marivaux ou Tchekov (auteurs qu'avait montés et joués Guy Alloucherie), il faut passer à autre chose. Ce qui a motivé la création des Sublimes, c'est « une envie de parler du monde d'aujourd'hui et de prendre position contre la pensée unique et le capitalisme qui en arrive à son stade ultime puisqu'il n'a plus de comptes à rendre qu'à lui-même, en continuant à exploiter des millions de gens à travers le monde au profit d'une minorité de spéculateurs sans scrupules. Avec les armes dont nous disposons: le cirque, le théâtre, la danse, la vidéo, etc. »

En résulte ce spectacle « coup de poing », sorte de théâtre de combat, pas vraiment militant mais qui a choisi son camp et qui ne veut pas en rester là. Les Sublimes est à mettre aux côtés du mouvement des intermittents et de tout ce qui s'est développé autour et depuis: certains théâtres ont fait le choix de devenir des lieux de paroles et d'échanges sur les mouvements sociaux; des troupes ont cherché à créer des ponts avec des publics qui ne sont pas touchés habituellement par ces formes artistiques; des théâtres ont dit qu'ils feraient des spectacles plus « concernés » pour dire et changer le monde. On discute beaucoup en ce moment, dans l'attente sans doute d'un véritable mouvement social qui peine à se créer. Puisse toutes ces expériences déboucher et, en attendant, ne boudons pas notre plaisir devant des spectacles de ce type.

Jean-Pierre Levaray



The Brown Bunny

de, par et avec Vincent Gallo

BUD, PILOTE DE COURSE, se rend du New Hampshire en Californie. Il a cinq jours pour y arriver: date de sa prochaine compétition. Ce dispositif ne changera pas pendant tout le film: il est dans sa voiture qui transporte sa moto de course, moto qu'il sort de la voiture, moto qu'il range après des courses plus ou moins spectaculaires, imposées ou choisies librement. Une des séquences qui reste en mémoire est sa course éclair sur une surface « lactée » – le lac de sel que Gus Van Sant utilise aussi pour Gerry – dont se détache cette machine (250 cm³) avec laquelle il fait corps. Chevalier à l'armure inquiétante, il ne semble vibrer que pour cette sensation-là: se fondre dans la vitesse. Puis il reprend sa route, roule des heures et des heures, accroché à son volant, comme la misère au pauvre monde. Il guette le bord de la route, ralentit, quand il aperçoit une jeune fille, toujours la même, vue de loin. Il lui propose de venir, il lui fait un charme fou, la convainc de le suivre... et quand elle est prête à venir avec lui, il se dérobe, il va s'esquiver au dernier moment.

Un homme en quête de rencontres? Certainement. Mais ce n'est pas avec n'importe qui, et ce n'est pas ce qu'on pense. Il s'approche toujours d'une jeune fille déjà entrevue, que nous avons fantasmée avec lui – tellement la force hypnotique qui émane de l'acteur Gallo est grande – une fille comme Daisy. Daisy, son seul amour, perdue à jamais, par sa faute. Daisy qui l'obsède, Daisy qu'il désire et Daisy qu'il voit partout.

C'est le fantôme de Daisy qui le fait marcher, rouler, parcourir des milliers de kilomètres comme un forcené. L'angoisse de la manquer augmente avec la fatigue de la route,

devient une sorte de délire, car il ne veut en aucun cas rater son rendez-vous avec elle. Une tension s'installe qui augmente au fur et à mesure que nous nous éloignons de son point de départ. Comme dans *Buffalo 66*, une visite à la famille – de Daisy – s'impose. Il nous fait comprendre quelque chose de son désarroi par un jeu très subtil entre quelques paroles répétitives entrecoupées de silences et de quelques objets signifiants – réels et imaginaires –, auxquels il s'accroche désespérément. C'est justement « the brown bunny », un petit lièvre brun en cage dont on parle beaucoup chez les parents de Daisy, puis, une peluche identique qu'il triture de ses doigts.

Ainsi, la tragédie qui le ronge nous est révélée beaucoup plus tard seulement, quand le passé fait irruption dans son présent qu'il traîne comme un boulet au pied. L'irrésistible attrait pour la disparue engendre des scènes qui sont comiques à un premier degré: de sa chambre de motel, il répète inlassablement le même message, destiné à Daisy, lui dire le numéro de sa chambre, la faire monter, surtout ne pas la laisser repartir, sous aucun prétexte. Car personne ne pourra jamais combler le vide laissé par elle, personne ne peut ressembler à Daisy, la disparue, présente et absente, fantôme et femme en chair et os...

Il n'y a que Daisy elle-même, Chloé Sévigny qui, finalement, apparaît comme le fantôme de la mère dans *Ponette*. Elle viendra délivrer Bud de son angoisse par une scène d'amour extrême. Dommage que Vincent Gallo n'arrive pas à se contenter de l'impact du film sur son public qu'il envoûte réellement.

Après nous avoir mis dans un état presque hypnotique, nous suivons la quête et le délire de son personnage avec empathie. Montrer, à la fin du film la tragédie du couple, le carnage dû à la jalousie, la fin sordide de son amour, éloigne le film de cette force absolue des sentiments, de toute cette symbolique qu'il a su mettre en place avec une grande maîtrise de la mise en scène.

Heike Hurst



Rappel: après la projection à Cannes, en 2003, on a pu lire: « J'ai sifflé pendant la projection du film de Vincent Gallo, je me suis trompé, *Brown Bunny* est peut-être le plus beau film que j'ai vu à Cannes cette année. » On était nombreux à avoir vécu cette expérience. Car, au lieu d'ouvrir son film avec son générique mégalomanie, Vincent Gallo gagnerait à le mettre à la fin. Lire en ouverture: réalisé, scénario et dialogues: Vincent Gallo; images et décors: Vincent Gallo; montage: Vincent Gallo; production: Vincent Gallo; interprétation: Vincent Gallo et Chloé Sévigny, etc. crée une disposition peu propice au regard libre de tout préjugé.

André Gill

(1840-1885)

« On ne songe qu'à créer des maisons de fous, quand ouvrira-t-on des maisons pour imbéciles? »

CONSIDÉRÉ par Michel Ragon comme le maître du portrait-charge à la fin du Second Empire, André Gill, contestataire et progressiste, fut régulièrement persécuté par la censure. « Gill, à soi seul, est toute une époque, comme Hugo tout un siècle. » (Courteline).

Fils naturel du comte de Guines et de Sylvie-Adeline Gosset, Louis-Alexandre Gosset de Guines naît le 17 octobre 1840 à Paris. Sous le pseudonyme d'André Gill, il illustre, sous le Second Empire, le journal satirique *la Lune* (1865-1868). Interdit, celui-ci reparaît sous le titre de *l'Éclipse* (1868-1876). Ce journal combatif tirant à 40 000 exemplaires est l'objet de vingt-deux saisies. Si Napoléon III cherche vainement à se faire photographe par Nadar (celui-ci refusa toujours), il se passerait bien des représentations peu respectueuses que Gill offre de lui à ses lecteurs (en Rocambole, par exemple).

Gill dessine également pour *le Charivari* et *la Rue de Jules Vallès*. Il réalisera également des caricatures de toutes les figures marquantes de son temps : Richard Wagner, Jules Vallès, Gambetta, Raspail, Victor Hugo, Dumas, Courbet, Nadar, Bizet, Charles Dickens, Émile Zola, Victor Schoelcher, Jules Verne, etc.

En 1868, André Gill est condamné pour avoir dessiné une citrouille dans laquelle les magistrats croient reconnaître un juge. Depuis la poire Louis Philippe de Charles Philipon, la représentation de tout fruit était suspecte aux yeux de la justice.

Les procès que Gill subit dans les années 1870 font beaucoup pour sa renommée dans la bohème artistique de Paris. Il connaît Charles Cros et Verlaine. Lors d'un voyage à Paris, Rimbaud, qui admirait les dessins de Gill publiés dans *l'Éclipse*, se rend chez l'artiste. Là, Rimbaud s'endort sur un canapé où Gill le retrouve allongé. Après quelques explications, il lui donne de l'argent et lui conseille de quitter Paris alors en guerre.

Après quelques numéros spéciaux d'une seule page (en raison des restrictions), la publication de *l'Éclipse* s'interrompt. Selon son ami le dessinateur Philippe Cattelain (chef de la Sûreté sous la Commune), « Gill avait appartenu pendant le siège à un service médical aussi mystérieux que son uniforme ».

Le 14 avril 1870, Gustave Courbet constitue une Fédération des artistes, elle compte parmi ses membres : Dalou, Daumier, Corot,

André Gill, Millet, Monet, Eugène Pottier, etc. Son but est : « la libre expansion de l'art, dégagé de toute tutelle gouvernementale, l'indépendance et la dignité des artistes, la conservation des trésors artistiques, la mise en œuvre et en lumière de tous les éléments du présent ». André Gill est nommé conservateur du musée du Luxembourg le 15 mai 1871. Il rassemble les collections éparées et reconstitue le musée de la sculpture. À peine commencé, son travail est interrompu par la chute de la Commune.

Dès septembre 1871, André Gill dessine un portrait-charge de Thiers qui devient sa cible de prédilection (*l'Éclipse* a repris sa parution en juin). En 1872, sa collaboration est de nouveau permanente. Toujours en but à la censure, en 1873, il dessine *l'Enterrement de la caricature* (l'artiste y suit un corbillard avec un chien portant une plume et un pinceau) et, en 1875, *le Journaliste et l'avenir* (pieds et poings liés, yeux bandés, une plume sous le bras).

l'Éclipse disparaît en 1876 pour laisser place à *la Lune rousse* (1876-1879), dont il est rédacteur en chef. Refusant tout engagement politique continu, l'ancien communalard se brouille avec son vieil ami Jules Vallès qui ne le comprend plus. A. Gill préfère alors la bohème artistique et ses excès.

En 1880, également chansonnier, il fréquente *Le Cabaret des assassins*. Aussi quand un plaisantin écrit sur l'établissement : « Là peint A. Gill », l'humoriste peint une enseigne représentant un lapin s'échappant d'une casserole (aujourd'hui au musée de Montmartre) : *Le lapin agile*.

Avec, entre autres, son article 5 (« Tout journal ou écrit périodique peut être publié, sans autorisation préalable et sans dépôt de cautionnement »), la loi du 29 juillet 1881 libère la presse. Pour le caricaturiste, le temps du délit d'opinion et des mesures préventives s'achève, mais c'est pour entrer en hôpital psychiatrique. L'humoriste, qui avait écrit : « On ne songe qu'à créer des maisons de fous, quand ouvrira-t-on des maisons pour imbéciles? », meurt le 1^{er} mai 1885 dans une cellule de Charenton. En 2000 son buste, situé dans une petite rue perpendiculaire à la rue des Martyrs portant son nom, fut renversé : l'artiste perdait de nouveau la tête...



André Gill, *Amnistiel! Le vieux briseur de fers*. In *La Petite Lune*, n° 34, juillet 1879.

Samedi 10 avril

Lille

Concert de Fred Alpi à 20h30 au Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar. Avec la Brigada Flores Magón et Cria Cuervos.

Paris 20^e

Concert anniversaire des 10 ans de Ya Basta ! À 19 heures à la Maroquinierie, 23, rue Boyer, M^o Gambetta. 7 euros.

Dimanche 11 avril

Montigny-en-Gohelle

À 16 heures au festival Les Enchanteurs : Astier et les frères Sakarine.

Paris 11^e

Soirée de solidarité pour « L'observatoire des usagers ». Avec Jabul Gorba, Dogged Skankers, Wak, à 17 heures, au CICP, 21 ter, rue Voltaire. 5 euros.

Mardi 13 avril

Rouen

Soirée polar : « Le roman noir comme roman social » avec Dominique Delahaye, à 20 heures à la librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Mercredi 14 avril

Paris 11^e

Refaire la grève ! À 20 heures, projection du film : *Une journée pour rebondir*. Soirée à l'initiative d'*Offensive* et de *Vacarme*. À la Passerelle, 3, rue Saint-Hubert.

Vendredi 16 avril

Chambéry

Le groupe Acratie de la FA organise un débat public sur l'élargissement de l'Europe à l'Est et ses conséquences, avec des membres de la Fédération anarchiste tchèque et slovaque, à 20h30 à la Maison des associations de Chambéry.

Samedi 17 avril

Marseille 3^e

Nuit de l'anarchie organisée par le CIRA. Exposition, conférence-débat : *la propagande par le fait* à 17 heures. Pièces de théâtre : *Casério anarchiste* et *la Commune* à 21 heures. Le tout à partir de 15 heures au théâtre Tourny, 16, promenade Léo-Ferré.

Samedi 24 avril

Chelles

À l'occasion des 50 ans de la Fédération anarchiste, le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique avec la projection de *Foi d'anar* (docu sur Maurice Joyeux) à 20h30, 1 bis, rue Émilie (RER E).

Fessenheim

Le tour de France pour sortir du nucléaire débutera auprès de cette ravissante centrale pour s'achever le 24 mai à La Hague.

Liège

Serge Utgé-Royo donne un concert à 20h30 aux Chiroux, place des Carmes, avec P. Mira et Jack Thyssen.

Samedi 1^{er} mai

Arras

Troisième salon du livre d'expression populaire et de critique sociale. De 10 heures à 21 heures au palais Saint-Vaast.

Nancy

Manifestation du 1^{er} mai : départ à 10 heures place Stanislas, suivi d'un pique-nique libertaire au parc de la pépinière. Au programme : clowns, concerts, tables de presse, jeux coopératifs, etc.

Savigny-sur-Braye (41)

Astier et les frères Sakarine en concert au Croque-Lune à 20h30.

Radio libertaire

Mercredi 7 avril

Femmes libres : de 18h30 à 20h30, avec Emmanuelle Piet pour le collectif féministe contre le viol et Clorinde Zéphir pour l'organisation Femmes pour la paix et la justice en Haïti.

Jeudi 8 avril

Bistouri oui-oui : de 19h30 à 20h30, recevra Lazz, trans femme vers homme gay, qui nous parlera de son site Internet <http://fm.8bit.co.uk>, de sa vision de la question trans et de la sexualité d'un trans FtM gay.

Vendredi 9 avril

Jazz en liberté : à partir de 22h30, Herbie Hancock/Chick Corea duo en public (1978), Katy Roberts Septet (2002), Martial Solal/Joachim Kuhn duo en public (1975), Sun Ra and his solar orchestra (1965), René Bortlang/Mal Waldron duo en public (1987), Hilton Ruiz « Latin jazz ensemble » (1987).

Enjoy Polar : de 12 heures à 13 heures, l'émission ne parlera pas de roman, mais de document, avec Fatou Biramah et Audrey Diwan, journalistes et récentes auteures de *Confessions d'un salaud*, témoignage d'un braqueur et taulard récemment paru chez Denoël/Impacts.

Samedi 10 avril

Chroniques syndicales : de 12h30 à 13h30 avec pour thème le livre *Les experts comptables* au CE et au CHSCT aux éditions de l'Atelier avec E. Bledniak et J. Grinsnier.

Chroniques rebelles : de 13h30 à 15h30, *Ville à vif* de Imane Humaydane Younes (Verticales, traduit par Valérie Creusot). Avec Imane Humaydane Younes et Zeina Fathallah.

Tribuna Latino Americana : de 19 heures et 21 heures, avec Anne Garnier-Urtubia, responsable du programme d'aide humanitaire à Haïti, pour Médecins du Monde.

Mardi 13 avril

Pas de quartier : de 18 heures à 19h30, rediffusion de l'interview de Michel Onfray par le groupe Louise-Michel.

Mercredi 14 avril

Blues en liberté : de 10h30 à 12 heures, l'harmonica city blues.

89,4 MHz
en région parisienne

Chronique de la toile 11

MICROSOFT est de nouveau sur la sellette, au niveau européen cette fois, pour abus de position dominante. Cela va donner du travail à une pléiade de juristes mais cela n'aura pas d'autre effet. Le seul contrepoids au monstre technologique américain est le logiciel libre. Tout le monde le sait. Mais les pouvoirs se rendent bien compte qu'en le favorisant, on porte atteinte un tant soit peu au mythe de la propriété privée.

Malgré ces résistances, l'idée gagne du terrain de plus en plus. Une de ces formules a remporté les faveurs de nombreux sites associatifs ou militants. Il s'agit de mettre en ligne la possibilité pour tout un chacun de publier ce qu'il juge bon sans pour autant avoir les aptitudes techniques nécessaires pour le faire. Muni d'un identifiant et d'un mot de passe, par la grâce du copier-coller, chacun peut entrer sur le site qui lui est ouvert et publier ce qui lui semble bon. Il existe à ma connaissance deux logiciels libres qui permettent cela : Spip et Attila.

Le premier est le plus connu et utilisé, assez complexe; on peut aller sur <http://www.spip.net/fr>, pour en prendre connaissance. Pour Attila, d'une utilisation plus simple, mais offrant bien sûr moins de possibilité et selon certains moins sécurisé, il faut aller sur <http://www.attila-php.net/>.

Tous les deux utilisent le langage Php, et les bases de données Mysql. Tout cela relève du secteur « libre ».

Deux remarques à leur propos, une sur la forme, l'autre sur le fond. On reconnaît les sites utilisant ce type de système à leur colonage, trois colonnes, rarement deux, souvent une large au milieu, encadrée d'une colonne étroite de part et d'autre.

Cette façon de faire permet un changement rapide et convient parfaitement à des sites dont le premier but est l'information ponctuelle. Sur le plan formel on se rapproche beaucoup du journal papier.

En faisant attention aux signatures des papiers mis en ligne, on s'aperçoit que les mêmes noms reviennent souvent. Cette technique n'est utilisée que par un tout petit nombre des militants qui sont derrière le groupe éditeur. L'excellent site de la Gryffe de Lyon en est l'exemple type: <http://www.lagryffe.net/>.

En regardant de près, on s'aperçoit qu'il s'agit au mieux de deux personnes; mais, le plus souvent, il n'y en a qu'une. Je me pose la question: qu'est-ce qui empêche les militants de se jeter nombreux sur cette possibilité? Il y a là un mystère. Cette situation n'est pas propre à notre milieu militant, on la retrouve partout.

L'araignée

araignee@plusloin.org

On m'a retransmis du Venezuela une affiche concernant des prisonniers politiques locaux. Elle est en ligne à <http://plusloin.org/araignee>.

Marcos Carrasquer

Un Hermoso Perdedor (un splendide perdant)



la Mort masquée

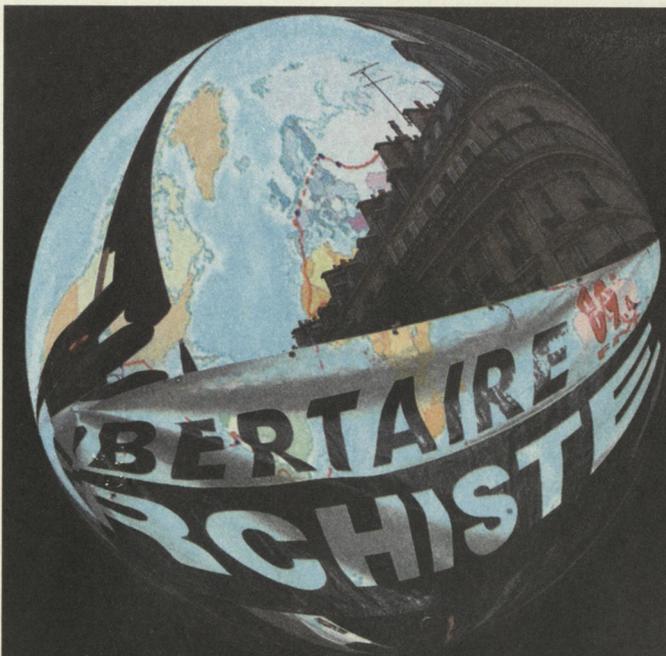
CE QUI FRAPPE immédiatement dans la peinture et les dessins de Marcos Carrasquer, c'est le grouillement des personnages, leur envahissement terrestre et symbolique, qui me rappelle un titre et un livre de Marcel Moreau: *la Terre infestée d'hommes*. Ce pullulement d'êtres (on songe aussi à Jérôme Bosch), souvent en copulations plus scabreuses qu'érotiques, à l'évidence obsessionnelles, envahit la toile et le papier, au point qu'aucun ciel n'y apparaît. Marcos Carrasquer échappe à ses angoisses par son travail, un faire exceptionnel d'artiste qui les transcende. Ce n'est jamais une échappatoire, mais c'est toujours un dépassement. Et comme tout créateur, il « dérange », comme dérangeait Goya dans sa brutalité visionnaire. Les *Désastres de la guerre* seront pour lui ceux de la guerre d'Espagne. Une guerre qu'il n'a pourtant pas vécue, mais que son père, « combattant libertaire d'une belle révolution », paya de l'exil en terre hollandaise, une guerre – et surtout une défaite – dont il fut pour ainsi dire nourri. Freddy Gomez dans sa préface au catalogue, emploie un adjectif qui me semble parfaitement convenir à la démarche du peintre: il « s'invente frénétiquement un bestiaire humain énigmatique, un monde à soi, un refuge peut-être ». C'est certain – je le dis comme je le sens –

Marcos Carrasquer est un « frénétique ». Dans le graphisme, il est dans la lignée de ce que fut en poésie Pétrus Borel le lycanthrope. Celui que Valéry Larbaud définissait comme « l'homme-loup opposé à l'homme-chien, l'artiste fier et indépendant opposé au bourgeois ambitieux et servile ». Référence oblige, surtout s'il l'ignore (il s'agit moins d'une influence que d'un état d'esprit), parce que, bien sûr, il est avant tout lui-même, celui dont la « petite mort » ne guérira jamais de la grande (*Pasará*), fût-ce dans l'alphabet de tous les désirs et de tous les fantasmes.

Souhaitons que le signe UHP retrouve ses origines et la lumière qui lui manque: « Unissez-vous frères prolétaires. » Et si la rigueur « abstraite » de Paolo Uccello convient mieux à son graphisme, que Marcos Carrasquer m'épargne la chute de la *Vénus* de Botticelli. Qu'elle retrouve son coquillage... C'est une confiance: j'en fus toujours amoureux...

Claude Kottelanne

Exposition Marcos Carrasquer, espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades, 75020 Paris, du 27 mars au 18 avril 2004. Catalogue disponible à Publico. 10 euros.



@ Le vendredi 9 avril 2004,
de 20 h 30 à 23 h,
la transmission en direct
du Colloque sur Proudhon,
organisé à Besançon

@ La nuit du 9 au 10 avril,
l'émission Léo 38 vous a concocté
une nuit musicale
"de 1977 à no more"

@ Le samedi 10 avril,
de 10 h à 12 h 30,
à l'occasion du congrès de l'Internationale
des Fédérations Anarchistes,
qui se déroulera du 10 au 12 avril à Besançon,
des interviews de militant.es venant de partout

En direct sur
www.federation-anarchiste.org

Radio Libertaire 89.4 fm

